

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 137 — 23 FEVRIER 1963

BREST : Bien des problèmes à résoudre avant l'arrivée de l'escadre (Page 8)

PROCÈS DU PETIT-CLAMART :
Défense et raison d'Etat (Page 4)

Aménagement des horaires de travail : Nombreuses discussions mais bilan négatif

Pompidou envoie aux étudiants les agrégés de Papon...



(Ag p)

Les dirigeants de l'U.N.E.F. tentent d'exposer au Premier ministre les revendications étudiantes en matière de logement.

Pompidou donne la réponse du gouvernement : il ignore l'U.N.E.F. et propose sa solution : le panier à salade et le bâton blanc.

Mais l'U.N.E.F. poursuivra et accentuera sa lutte pour la démocratisation de l'enseignement et l'allocation logement.

(Voir page 10.)

Les techniques modernes doivent amener la reconversion de l'information

(Pages 6-7)

La question se présente sous deux aspects : économique et social

Il s'agit autant de la vie des travailleurs que des prix de revient

TRIBUNE ouvre une enquête sur les difficultés provoquées par ces aménagements

(Page 9)

REFLEXIONS
sur le 13 FEVRIER

(Page 4)

La Nation et l'information

Le départ est pris depuis lundi 18. « Monquotidien » sort sur quatre pages; le mois prochain, ce sera sur huit, et d'ici les vacances, on compte bien en vendre tellement que les autres devront s'en soucier.

De toute façon, le départ est pris et bien pris. Jugez-en : dans son premier numéro, un article traite de la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. Après en avoir analysé brièvement le contenu, La Nation s'extasie sur le plus important : la visite de François Mauriac, qui a discuté de choses et d'autres avec ces chers étudiants.

« Sacré Mauriac, pensent mes lecteurs », il revient à ses amours d'antan !

Mais non, détrompez-vous, le nouveau quotidien faisait juste une confusion entre l'U.N.E.F. et la F.F.E.C. (Fédération Française des Etudiants Catholiques) qui tenait son congrès

Gageons qu'à l'instar du Canard, La Nation publiera un « pan sur le képi », et songera dorénavant à vérifier ses sources.

Sans heurts ni tendances

Le Conseil fédéral de la Seine de la Ligue des Droits de l'Homme s'est réuni, à la salle Brenier, le samedi 16 février.

On comptait dans l'assistance une cinquantaine de personnes représentant les différentes sections de la Seine. La réunion du Conseil se fit d'abord autour du vice-président Georges Gombault, qui exposa aux liguesurs la solution qu'il préconisait au sujet de la R.T.F.

Il proposa la nationalisation de la R.T.F. Un directeur général serait nommé et contrôlé par un Conseil, dont la composition serait calquée sur celle de l'Assemblée nationale. Ainsi, tous les secteurs de l'opinion politique seraient équitablement représentés.

« En effet, devait exposer l'orateur, la R.T.F. est devenue l'arme du pouvoir. La presse écrite succombe sous la presse parlée ou entendue, et maintenant vue à la Télévision. »

L'absence de contradiction dans l'auditoire amena Georges Gombault à inscrire son projet au programme du Congrès national.

On avait entendu auparavant quelques orateurs qui avaient négligé de suivre la ligne tracée par l'ordre du jour. L'un d'eux réclama que l'accent fût mis au prochain Congrès sur la laïcité de l'Etat.

« En effet, devait déclarer l'orateur, on ne soupçonne pas l'influence exercée par le clergé sur l'édition. » Il s'indigna de ce que le discours de Jean XXIII fût placé en tête du programme de la Télévision, de façon que l'auditoire, qui attendait des nouvelles plus adaptées à ses désirs d'information, soit obligé d'écouter le pape, avec une attention d'autant plus grande que cette attention ne guettait que la fin du discours.

Le Conseil se sépara après avoir ordonné certaines questions d'organisation. Le Congrès sera prié de donner au président Mayer l'opinion de la Ligue sur l'abolition de la peine de mort.

La dignité des débats, qui se déroulèrent à la salle Brenier, faisait parfois regretter l'atmosphère passionnée de notre parti. On se prenait à souhaiter qu'un vigoureux adversaire de la tendance représentée à la tribune par le vice-président ne puisse se lever dans l'as-

sistance et proclamer exactement le contraire.

C'était le fait d'individus isolés qui passaient, aux yeux des femmes, pour des originaux. L'un d'eux s'était ainsi permis de déclarer :

« Le régime ne sera pas éternel. Et ce n'est pas en pleurant nos morts, que nous atteindrons notre but. »

La surprise

M. Mitterrand est monté à la tribune de l'Assemblée nationale pour rapporter, devant elle, le projet de loi prolongeant l'existence de la Cour militaire de Justice.

M. Mitterrand a été désigné rapporteur par surprise.

De deux choses l'une : — Ou l'U.N.R. prendra les dispositions nécessaires pour qu'un tel incident ne se reproduise plus.

— Ou l'U.N.R. est impuissante à empêcher que l'opposition ne s'empare, sans le faire exprès, du pouvoir.

275 tendances

Lorsque les rapatriés d'Algérie sont rentrés en France, l'année dernière, le pouvoir avait redouté qu'ils ne se constituent en une puissante association qui représenterait une force politique appréciable.

L'ANFANOMA et le RANFRANOM sont les deux groupements de rapatriés qui, sous des sigles voisins, ont été le plus régulièrement cités pour leur action.

Or, on compte aujourd'hui 275 associations, groupements ou unions nationales de rapatriés.

Une tentative d'unification vient d'échouer.

En effet, l'ANFANOMA a refusé de se faire représenter à la conférence de presse tenue sous la présidence de RANFRANOM, jeudi dernier. Cette conférence se proposait de jeter les premiers jalons d'une entente.

On est en droit de penser que le président de l'ANFANOMA, l'ancien député-colonel Battesti, estime que son groupement représente en soi une force politique assez bien constituée pour refuser de la diluer dans un rassemblement beaucoup plus vaste,

dont la direction exclusive lui échapperait.

Et cela, bien que ce grand rassemblement se propose pour but une défense plus efficace des intérêts de ses propres adhérents.

La police après Charonne

Il semble que ce soit le propre de tout syndicat que d'attaquer un autre syndicat et de réclamer en même temps que l'union syndicale, enfin, se réalise.

Le Syndicat indépendant de la police municipale reproche au Syndicat général de police de rendre le droit de grève inaccessible aux policiers, par leur habitude d'utiliser la grève à des fins politiques.

Une polémique s'ensuit, entre les deux syndicats, qui anime légèrement la surface de la Préfecture de police. Quelques papiers circulent.

Le fondement de la querelle s'avoue avec rudesse : le Syndicat indépendant reproche au Syndicat général (plus « kamerade » que lui) de compter parmi ses adhérents tous les gardiens de la paix retraités.

Ce qui grossit l'importance du syndicat et impressionne les jeunes gens.

Or, les jeunes gardiens de la paix se désintéressent, et du Syndicat indépendant et du Syndicat général.

Le Syndicat indépendant affirme qu'il ne compte parmi ses adhérents que les gardiens actifs. C'est-à-dire ceux qui « font face aux manifestants déchainés ».

Enfin, il s'indigne de ce que le 8 février, les instituteurs aient fait respecter une minute de silence, en souvenir de Charonne, aux enfants des policiers.

Les fascistes à Carnot

Lundi matin, pour la seconde fois depuis le début de l'année scolaire, les jeunes fascistes, qui se proclament lycéens nationalistes parisiens, ont distribué leur journal Militant devant le lycée Carnot.

Ainsi qu'ils l'avaient fait l'autre semaine au lycée Voltaire, les cinq énergumènes de choc ont assommé à coups de ceinturon et de poing américain un jeune lycéen, protestant contre leur distribution.

M. Fauré, proviseur du lycée Carnot, nous a déclaré à ce sujet :

« L'élève est, je crois, légèrement blessé, je dis bien je crois, car il n'est pas en classe cet après-midi. J'ai rendu compte dès ce matin à l'Administration supérieure de façon que mes élèves soient protégés, car ce n'est pas à moi de faire la police dans la rue. »

De nouveau, comme il y a deux ans, les fascistes montrent leurs sales têtes, il va nous falloir de nouveau frapper très fort dessus, puisque c'est la seule manière de leur faire comprendre quoi que ce soit.

L'erreur de Juvénal

Le journal « Juvénal » a cessé de paraître.

Nous regrettons très vivement cette disparition, sans que nous puissions nous en expliquer la cause. Il est possible que des erreurs trop fréquentes se soient glissées dans ses rubriques. Ce qui aurait conduit ses abonnés à l'abandonner.

On relevait ainsi, le 18 janvier, sous le titre : « La presse socialiste est malade », les lignes suivantes : « Le parti socialiste a encore des électeurs mais peu de lecteurs. » Le Populaire de Paris devient tri-hebdomadaire. « Démocratie 63 » connaît une mauvaise passe. La « Tribune socialiste » a été supprimée.

« Cet organe des communistes dissidents ne se vit pas sacrifier à la lune de miel entre les socialistes et les communistes, mais à l'efficacité devant le manque de recettes. »

Nous regretterons « Juvénal ». C'était le dernier journal de Paris demeuré farfelu : c'est ainsi qu'il aura confondu jusqu'à son dernier souffle notre « T.S. » avec la « Nation socialiste » de Hervé et Lecœur.

« Juvénal » en est mort. Malheureusement, c'est faux...

Retenons donc qu'à la Préfecture de police :

1° deux syndicats rivaux sont en présence ;

2° le Syndicat indépendant paraît beaucoup plus attaché à une notion de la police que le Syndicat général : la police, en gardant l'ordre public, remplit une mission d'origine divine ;

3° les jeunes gardiens semblent repugner à adhérer à l'un comme à l'autre syndicat ;

4° la répugnance à reconnaître ouvertement les crimes du 8 février est manifeste, en même temps que leur avec échappe facilement à l'homme de troupe.

Points sensibles à la Mayenne

« Le n° 136 emprunte deux textes à la « Mayenne socialiste » pour la rubrique « Points sensibles ».

« Que vous les ayez modifiés au point qu'ils ne soient — surtout le premier — que de secs résumés, cela peut encore s'admettre. Et nous ne chicanons pas outre mesure. »

« Mais, que vous ne citiez pas vos sources, nous suffoquent. »

« Il vous en coûterait peu de citer notre petite revue ! Vous vous privez maladroitement d'une publicité qui pouvait vous servir, comme elle pouvait nous servir, en montrant que le P.S.U. était vivant au pays des Chouans. »

Nous citerons maintenant la provenance de nos informations de province, lorsque nous aurons un nombre d'informations suffisant pour composer cette page. En attendant, nous continuerons à faire des extraits anonymes et nous donnerons à la page « information » l'origine de ces « Points sensibles » à nos camarades de province.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Insinuations

« La France n'offre pas l'image serene de la dignité retrouvée », écrit un journaliste sérieux dans un journal qui ne l'est pas moins — et il commente : « La vie publique est, malgré la continuité, instable... » Les Assemblées : « L'une aux ordres d'un bloc inconditionnel, l'autre ridiculement impuissante... » Le judiciaire : « ...Soumis à des tripatouillages subalternes... » Le Pouvoir : « ...Hautain... sibyllin !... »

Allons donc ! Il y aurait là un attentat au moral des civils que nous n'en serions pas surpris. La puissance générale, qui s'est découvert en temps voulu un arrière-grand-oncle germanique, a, du coup, libéré MM. Oberg et Knochen, techniciens éprouvés, tandis qu'il semait du poil à gratter dans le lit de la perfide Albion — et voilà pour la dignité retrouvée.

L'instabilité dans la continuité — et vice versa — constitue la performance du système, et quant aux « tripatouillages subalternes » — subalternes, l'affreux mot, s'agissant du général ! — notre censeur aurait dû savoir qu'ils tiennent à la nature des choses.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Margaret ne viendra pas en France...



« J'ai la trouille que le grand Charles il nous sucre la semaine anglaise pour se venger... »

LE FAUX " NEUTRALISME "

ON pourrait penser qu'après la conclusion du traité franco-allemand, la libération d'Oberg et de Knochen, la non-diffusion de l'interview Khrouchtchev, le dernier discours du général de Gaulle et les réactions soviétiques à ces actes et attitudes, le mythe du « neutralisme » gaulliste aurait vécu. Mais ce mythe a la vie dure, d'abord parce qu'il est alimenté par d'absurdes campagnes de la presse américaine, de la droite britannique et des « atlantiques » aussi bien que des fascistes en France même — ensuite parce qu'il sert les desseins de mystification du chef de l'Etat français — enfin, parce qu'il correspond trop au désir de beaucoup de Français, pacifiques mais cocardiers, sentimentalement anti-américains et qui ne voient absolument pas la différence entre le neutralisme véritable et la politique « d'indépendance européenne » que de Gaulle voudrait mettre en place autour de l'axe Paris-Bonn.

Il est donc très important de préciser les choses, spécialement dans les milieux de la gauche nouvelle qui doivent être, parmi tous, les plus acharnés dans leur volonté de chasser les nuages de fumée dont le gaullisme s'entoure. Rappelons-nous tout d'abord un exemple fameux, différent moralement et politiquement de la situation actuelle, mais dont l'évocation permet de mieux la comprendre. L'axe Rome-Berlin était lui aussi « indépendant » du capitalisme anglo-saxon. Il n'était pas « neutraliste » ou « non aligné ». Sa politique était au contraire plus dangereuse, et de beaucoup, pour la paix du monde que celle des démocraties bourgeoises. Ce qui caractérise d'abord le « neutralisme » ou « non-alignement », c'est son objectif : la recherche de la détente internationale. L'indépendance en soi n'est pas nécessairement un facteur de paix. L'indépendance d'un puissant bloc économique où les éléments militaires et militaristes jouent un rôle de premier plan peut avoir un effet exactement contraire.

Il n'est pas question de comparer le gaullisme à l'hitlérisme. D'abord parce que de Gaulle n'est pas un maniaque de la guerre et de la domination universelle — ensuite parce que le capitalisme d'aujourd'hui peut, grâce à une productivité très accrue, conserver l'essentiel du « gâteau » pour la classe dirigeante sans avoir besoin d'un Etat policier, en accordant simplement chaque année à la classe ouvrière une fraction du mieux-être qu'il devrait leur distribuer, et en présentant ces miettes adroitement grâce à ses « public relations ». Toutefois, on peut observer, dans les relations de de Gaulle avec l'Est, les mêmes variations, allant de l'antisoviétisme agressif aux bons rapports, que celles qui caractérisèrent l'attitude du Troi-

sième Reich. Simplement, le processus est atténué, plus raisonnable, moins dangereux, et ressemble à l'autre comme les collines étalées du Morvan ressemblent aux Alpes. Mais on y trouve en fin de compte la même irresponsabilité, la même indifférence vis-à-vis de la paix, le même goût de l'indépendance pour la puissance et non pour la paix. Dans un monde aussi sensible que celui d'aujourd'hui, une telle politique risque de causer des catastrophes.

Mais le danger du « troisième bloc » que de Gaulle veut constituer ne réside pas seulement dans la désinvolture du personnage et dans son peu de préoccupation pour l'intérêt commun de l'humanité. L'homme, encore que perdu dans le rêve de sa propre grandeur, est relativement libéral et n'a pas le goût du suicide cosmique. Tant qu'il sera là, on peut imaginer que ce n'est pas lui qui poussera à l'extrême le jeu des mécanismes qu'il a contribué à mettre en place. Mais l'alliance franco-allemande, y compris dans le domaine militaire, est une pièce essentielle de ces mécanismes. De Gaulle a besoin de la puissance de l'Allemagne de l'Ouest pour parler avec l'autorité du « troisième bloc militaire ».

L'Allemagne adénauérienne a besoin de de Gaulle, ou au moins se sert de lui pour le moment, parce que ce pays, non membre de l'O.N.U., encore théoriquement en état de guerre avec la moitié du monde, ne peut revendiquer la première place pour ses hommes d'Etat sur la scène internationale. Ils sont obligés de passer par des porte-parole : de Gaulle restera l'un de ceux-là aussi longtemps qu'il prendra à son compte toute une série de revendications allemandes — ce qui n'empêchera pas Bonn de se servir de de Gaulle pour faire « chanter » Washington, etc.

Pour les mêmes raisons, de Gaulle ne veut pas de la Grande-Bretagne dans « son » Europe parce que l'Angleterre est aussi puissante, sinon davantage, économiquement et financièrement, que la France, aussi « respectable », plus influente dans le monde. Si l'Angleterre fait partie de l'Europe, de Gaulle n'est plus que premier *ex aequo* et probablement seulement le second, et tous les avantages qu'il compte tirer de ses arrangements bi-latéraux avec l'Allemagne disparaissent. C'est là la raison véritable et probablement la seule de son hostilité à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. L'argument « agricole » est un simple mensonge, dénoncé, à la grande confusion des délégués français, par le Dr Mansholt, président du Comité agricole spécialisé de Bruxelles : « Il nous fallait seulement quelques jours, a dit Mansholt, pour arriver à un accord. » L'ar-

gument sur l'Angleterre « trop américaine » a été sorti bien tard. Il n'a pas grande valeur, attendu que les relations de Bonn avec Washington sont au moins aussi étroites que celles de Londres. Il a été démenti par les propos du Dr Von Hassel, le nouveau ministre de la Défense nationale de Bonn, qui a déclaré à un congrès de la C.D.U. dans le Schleswig-Holstein, que si l'Angleterre entrait dans le Marché commun, il fallait, en tout cas, que le Danemark et la Suède n'y entrent pas, car l'Europe risquerait alors d'être « dominée par les socialistes et les neutralistes ».

Sans être, hélas ! aussi optimiste (ou pessimiste) que le Dr Von Hassel, il est très clair que le danger maximum, c'est la construction de l'Europe réduite aux Six autour du militarisme franco-allemand et des cartels franco-allemands. Il n'y a plus de bon sens à attendre en matière de politique internationale, des généraux et colonels de la guerre d'Algérie que des anciens officiers de la Wehrmacht d'hier réintégré dans celle d'aujourd'hui, pas plus de clairvoyance à espérer des banquiers et sidérurgistes français que de Krupp et de ses collègues.

De Gaulle dépend trop maintenant du soutien allemand pour pouvoir faire échec à l'antisoviétisme des politiciens de l'Allemagne de l'Ouest, antisoviétisme fondamental qui est la base et la garantie de leur carrière politique. Sans doute l'élargissement de l'Europe aux Anglais et aux Scandinaves ne résoudra rien en soi. Mais les rapports de force seront changés ; des classes ouvrières relativement puissantes et unies viendront s'ajouter aux classes ouvrières françaises et italiennes trop divisées, et à la classe ouvrière allemande bien organisée, mais presque totalement soumise. Dans ce cadre, il y a un espoir de lutte. Dans le cadre de l'Europe des Six, il est beaucoup plus faible.

C'est pour toutes ces raisons qu'au Conseil national de l'été dernier, le P.S.U., à une très forte majorité, avait pris position pour l'Europe élargie contre l'Europe gaulliste. Malheureusement, la gauche française a trop peu étudié ces problèmes, ne voit pas qu'ils conditionnent tout son avenir et la mystification gaulliste mord sur elle comme partout ailleurs. Beaucoup plus, hélas ! que de l'action tardive de la gauche, l'élargissement de l'Europe dépend de l'attitude des Cinq et de la pression de Kennedy. Cette Europe, même élargie, portera alors les marques de ses « parrains ». Mais c'est le moindre mal. Raison de plus pour que toute la gauche française, tous les partis, P.C.F. compris, tous les syndicats, participent à cette bataille qui les concerne au premier chef.

Claude Bourdet.

UN COMLOT QUE LE POUVOIR NE PEUT EXPLOITER

AINSI donc, une fois de plus, un attentat avait été préparé. Sa révélation en a été faite au moment même où l'on juge les auteurs de la tentative précédente, celle du Petit-Clamart, et où le Pouvoir, empêtré dans le réseau compliqué de ses juridictions d'exception, a dû encore faire intervenir l'exécutif et le législatif dans le judiciaire. Il y a ainsi une perpétuelle relance des « situations exceptionnelles » qui semblent décidément devenir la situation normale du régime. On l'a bien vu au cours du récent débat parlementaire sur la prorogation du tribunal de Vincennes : le Premier ministre n'a pas manqué d'invoquer la permanence des dangers de subversion.

Nous n'entendons nullement en conclure que toutes ces tentatives, qui servent si bien le Pouvoir, sont fabriquées de toutes pièces. Les complots et les attentats sont la suite normale du 13 mai 1958 : ils sont une forme de règlement de comptes dans le clan militaire qui a porté de Gaulle au pouvoir. Un journaliste, commentant l'affaire de l'Ecole Militaire, écrivait avec indignation : « La France n'est pas l'Irak ! » Sans doute. Mais force est de convenir que, chaque fois, les conjurés contre de Gaulle viennent des milieux qui ont concouru à le remettre au pouvoir. On trouve toujours parmi eux quelque ancien membre des « comités de salut public », quelque militaire qui a cru à la toute-puissance de « l'action psychologique » et de l'intoxication de l'opinion publique. Le ré-

gime ne « fabrique » pas les conjurations contre lui ; mais il les sécrète naturellement.

Cela dit, deux constatations doivent être faites à l'occasion du dernier complot.

Manifestement ce genre de tentative n'a aucun support politique dans le pays. Les conjurés ne sont qu'un clan d'obstinés qui ne peuvent avoir d'autre objectif que d'exercer une vengeance contre un homme dont ils

pensent qu'il les a trompés (comme s'ils étaient les seuls dans ce cas !).

S'il y a un enseignement qu'on peut tirer du référendum d'octobre et des élections législatives, c'est que la très grande majorité de la bourgeoisie française a tourné la page : elle ne croit plus à « l'Algérie française » ni à la possibilité d'exploiter les séquelles de l'affaire algérienne.

C'est si vrai que les cris d'alarme du Pouvoir ont sonné faux. On n'a pas constaté dans le pays le « profond mouvement d'émotion ». On est frappé de l'absence d'inquiétude réelle.

Il semble donc qu'il devient de plus en plus difficile pour le régime de brandir « la menace de subversion » pour exploiter à son profit l'affaire de l'Ecole Militaire. Il ne lui est plus guère possible aujourd'hui de dénoncer comme complices de l'O.A.S. tous ceux qui le combattent, tous ceux qui refusent d'admettre ses tribunaux d'exception, son démantèlement de toutes les garanties de la liberté d'opinion et des libertés des citoyens. Cette opération d'amalgame, dont il a tellement usé, ne prend plus.

Il rappelle que le dernier complot fait ressortir une fois de plus à quel point le régime est lié à la personne même de de Gaulle : il souligne la fragilité de ce « pouvoir fort ».

Pierre Luquet.

UNE SALE BESOGNE

QUELQUES membres du Parti ont cru — ce qui est leur droit — devoir nous quitter après le Congrès d'Alfortville.

Une publicité savamment téléguidée donne connaissance de leurs lettres, jour après jour, dans la grande presse comme s'il s'agissait d'événements importants.

Nous ne perdrons pas beaucoup de temps à flétrir ceux qui donneront ainsi un coup de poignard dans le dos à leur parti. Nous signalerons seulement que l'un d'eux, Maurice Laval, membre d'un organisme directeur, avait pratiquement cessé de militer depuis plus d'un an et est donc peu qualifié pour donner des leçons ; qu'un autre, Jacques Nantet, n'avait pas dû trouver immédiatement que le Congrès d'Alfortville lui interdisait de rester chez nous puisque, une fois les décisions prises, il avait posé sa candidature au Comité politique national. Il n'aurait donc pas refusé d'être un des dirigeants du Parti !

Nous préférons nous réjouir des adhésions que nous recevons ces jours-ci dans chaque courrier et du retour au Parti de camarades, comme Salasca, de Saint-Maur, qui ont l'élégance de rejoindre nos rangs précisément parce que la situation est délicate.

Réflexions sur le 13 février 1963

AU lendemain de la manifestation du 13 février à la mémoire des martyrs de Charonne, la presse de gauche exaltait le courant d'unité qui s'est manifesté tout au long de ce défilé du souvenir.

Il est vrai qu'au soir du 13 février, il y avait au Père-Lachaise « une foule immense, un coude à coude fraternel, une unité jamais égalée ».

Mais reconnaissons avec beaucoup d'amertume que cette « unité jamais égalée » nous ne la retrouvons que le jour des commémorations, que cette unité n'est possible que sur nos morts et sur le passé.

Est-il nécessaire de rappeler que le 26 mai 1958, après le coup d'Etat du 13 mai, il y eut un défilé qui rassembla plus de 500.000 personnes dans « une unité jamais égalée » et qui vit l'enterrement de la IV^e République ?

Plus de quatre ans ont passé, et il est temps pour la gauche de faire ses comptes. Elle peut rassembler plus de 150.000 personnes pour commémorer le souvenir des martyrs de Charonne, mais est-elle incapable de réunir trois secrétaires de Parti ou d'organismes différents pour élaborer un programme commun ? Ces pro-

A l'occasion de la commémoration du 13 février 1962, nos camarades Claude Bourdet, Raoul Bleuse et Georges Suart, conseillers généraux de la Seine, ont déposé une proposition sous forme de question écrite : ils ont demandé au préfet de la Seine « l'apposition sur le mur d'un immeuble avoisinant la sortie du métro « Charonne », où la plupart de ces victimes ont trouvé la mort, d'une plaque commémorant leur sacrifice ».

pos, je les ai entendus tout au long du cortège du 13 février ; l'unité était sur toutes les lèvres, mais mêlée d'amertume contre les responsables de cette gauche qui se cherche désespérément.

Si, au lendemain de la manifestation du 13 février 1963, les responsables politiques et syndicaux se sont félicités de l'ampleur de ce défilé « unitaire » sans prendre date pour un dialogue permettant une action commune, c'est une insulte aux morts du 8 février 1962, c'est risquer que ces morts ne soient pas les derniers.

Il ne suffit pas d'honorer la mémoire des martyrs de Charonne ; il faut faire en sorte que la longue liste des victimes, assassinées par les ennemis de la démocratie, soit définitivement close. Le véritable hommage que nous devons rendre à nos morts, c'est de réaliser le rêve de tous nos martyrs ; l'unité des forces de gauche de notre pays, qui seule permettra la liquidation du régime franquiste que nous subissons depuis plus de quatre ans.

La gauche n'a plus, aujourd'hui, qu'une alternative : ou bien appliquer une véritable politique unitaire, ou capituler sans condition devant le régime gaulliste.

Dominique Laury.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

Le procès du Petit-Clamart

« Affaiblir le droit, c'est ouvrir la porte à la sédition »

SOYONS nets. Dans ce qu'il convient d'appeler l'affaire Isorni, la personnalité de l'intéressé importe peu. Les causes qu'il a choisies, la défense — à sens unique — de certains valeurs qu'il entend assumer, les engagements politiques qu'il a cru devoir prendre, le sens même qu'il entend donner à son activité professionnelle ne peuvent que justifier de notre part une opposition irréductible. Depuis toujours nos combats sont contradictoires, nos espoirs opposés. Rien, pas même la situation présente, ne pourra — même sur un point strictement limité — faire se rencontrer les personnes et les actes. Nous n'oublions pas qu'il fut l'allié du pouvoir d'aujourd'hui à certaines phases de son entreprise de subversion. Nous n'oublions pas que lors du procès Jeanson, cet homme se trouvait parmi les quatre cent sept avocats qui crurent compatibles avec l'honneur de leur profession et celui de l'homme, de signer un texte souhaitant des sanctions à l'encontre de M^e Vergès. Celui-ci — et les 406 autres — n'hésitèrent pas alors à condamner la façon dont leur collègue assumait la défense, comme si le code de procédure n'était pas le recueil des moyens mis par la société à la disposition des inculpés pour assurer leur défense dans les meilleures conditions. Que l'ordonnance du 6 octobre 1960 — dont Isorni est aujourd'hui victime après en avoir été l'un des inspirateurs directs — soit la conséquence de la démarche que cette cohorte fit à la Chancellerie, sans saisir le Conseil de l'Ordre, ni le bâtonnier, voilà qui est indéniable. Ceux qui, le 23 septembre 1960, exigeaient des sanctions irréversibles paraissent aujourd'hui assez mal placés pour se plaindre.

Se situer sur un autre plan

Nous entendons, quant à nous, nous situer sur un autre plan. Par-delà l'homme, ses attitudes et ses engagements, c'est toute une conception de la défense, de la justice — c'est-à-dire de la liberté — qui est mise en cause. Et c'est parce que nous considérons la liberté comme indivisible que nous n'avons pas le droit de nous taire. Si, aujourd'hui, nous gardions le silence, alors nous justifierions les exactions et les turpitudes de la guerre d'Algérie. Une fois pour toutes, nous avons dit « non » à la gangrène et aux séquelles de la vérole nazie. Il n'y a pas une conception de la justice applicable aux amis et une autre aux adversaires. La justice — comme la liberté — est indivisible. A ceux qui proclament : « J'exige la liberté au nom de vos principes, mais je vous la refuse au nom des miens », nous opposons Rosa Luxembourg : « La liberté, c'est d'abord celle de celui qui pense autrement ».

M. Capitant, jadis mieux inspiré, peut s'indigner et proclamer que contester la légalité de certaines lois, des « aménagements » de la Constitution, c'est faire le jeu des gens du Petit-Clamart ». Est-ce à un Etat enfanté dans les complots, né de l'insurrection et de la rébellion, consolidé par la forfaiture, qu'il appartient de dire le Droit ?

La justice de circonstance

Nous refusons, quant à nous, la justice de circonstance, celle qui n'obéit aux principes du droit naturel, celle qui substitue la raison d'Etat ou le fait du prince aux garanties essentielles. Nous répudions la justice qui transforme le règlement de comptes en articles du code pénal. Et cela hier, aujourd'hui, comme demain !

La garde à vue est-elle autre chose qu'un retour à la torture moyen-âgeuse où la « psychologie » a remplacé le fer rouge ou les tenailles, à cela près qu'alors le magistrat la contrôlait ? Les méthodes « moder-

nes » n'ont, elles, d'autres limites que celles imposées par l'imagination de l'inquisiteur. La Cour de Sûreté, c'est la justice du roi, celle qui sert le pouvoir et ses intérêts et non plus la nation.

L'exception devenant chaque jour davantage la règle, il était dans la logique de cette évolution que le pouvoir s'attaque à la défense. Celle-ci, encore, constitue un obstacle. Car elle permet de mettre en lumière les illégalités, les contradictions d'un système. Elle démontre les complicités et révèle pour l'histoire les collusion inattendues. La publicité faite aux débats, l'intérêt pris par l'opinion aux controverses, peuvent efficacement contrebalancer l'information officielle. L'indépendance de la défense, sa liberté — si la plume est servie, la parole est libre — gênent considérablement la construction de la vérité du moment. Admettre aujourd'hui la mise au pas de la défense, c'est participer à la mise en place d'une justice ferme où, ce pas étant franchi, il sera alors possible de condamner dans l'ombre n'importe qui pour n'importe quoi, où il sera possible de faire de la défense l'auxiliaire de l'accusation !

Moralement et juridiquement criminelle, l'affaire du Petit-Clamart

est aussi politiquement inutile. Si nous la condamnons — et si nous avons le droit de le faire — c'est que pour nous la source du pouvoir ne cherche pas ses fondements sur le bazooka, le complot ou le fusil-mitrailleur. Notre opposition irréductible à leur régime s'en trouve renforcée : la V^e République porte en elle le crime, « comme la nuée l'orage ». Ce n'est pas par hasard si Watin, avant d'assumer la responsabilité du nième attentat contre de Gaulle, avait été, durant la guerre d'Algérie, un des « spécialistes » des méthodes d'interrogation mises au point par les théoriciens de la guerre subversive...

Affaiblir le droit, c'est ouvrir la porte à la sédition. Saper les fondements de la liberté — individuelle ou collective — c'est ouvrir la porte au crime et au totalitarisme et il importe peu, au demeurant, que le pouvoir d'aujourd'hui creuse sa propre tombe, dans la mesure où nous sommes résolus à instaurer une République où les valeurs essentielles auront leur plein sens. Ce n'est pas un combat d'arrière-garde. C'est la continuation d'un combat dont les mobiles n'ont pas varié. C'est aussi une certitude de victoire.

Louis Houdeville.

Le Pouvoir prépare déjà... l'élection présidentielle

LE « Centre d'information Citoyenne », service de public-relations du gouvernement et de l'U.N.R., vient de mettre en place un Comité de préparation à l'élection présidentielle, qui va se donner pour tâche d'entreprendre « une œuvre d'éducation collective (qui s'adresse) à l'opinion dans son ensemble et à chaque citoyen en particulier ». Estimant que l'élection présidentielle de fin 1965 aura une importance capitale, les services de la rue de Solferino entendent tout mettre en œuvre pour gagner une bataille qui doit être « leur » bataille.

On sait que cette association ne manque pas de moyens matériels et techniques. Les gigantesques affiches du dernier référendum, les millions de tracts et de dépliants, les campagnes radiophoniques et télévisées ont donné une mesure de ses possibilités : encore s'agit-il d'une campagne plus ou moins improvisée !

Quelque trente mois nous séparent de ce scrutin. Des moyens considérables — sans doute jamais vus en France — vont être déployés pour convaincre les électeurs que le gaullisme doit, une fois encore, triompher. S'inspirant des scrutins américains — dont les méthodes, et notamment la campagne de Kennedy, ont été rigoureusement étudiées, le Centre d'« information » va procéder à une mise en condition de l'opinion, non seulement psychologique, mais aussi matérielle.

Cette nouvelle campagne doit être rapprochée de la récente décision de l'U.N.R. d'organiser son implantation sur l'ensemble du territoire. Dans chaque circonscription où le parti gouvernemental n'a pas d'élu, son « délégué » aura pour tâche de représenter le pouvoir, de recevoir les doléances des électeurs, bref de préparer son élection. Les « récompenses » ne manqueront pas : le parti majoritaire n'aura rien à refuser à son « délégué ». Ainsi l'« inefficacité » de l'opposition pourra-t-elle sans cesse être mise en relief, et

pourra-t-on lui opposer victorieusement l'esprit « constructif » et les « réalisations » de la majorité. Le scrutin d'arrondissement se prêtant fort bien à cette préparation, l'U.N.R. en escompte donc de grands succès.

La gauche se doit de riposter et d'attaquer. Décidées, unies, les forces de gauche peuvent triompher et débarrasser enfin la France de l'hypothèque gaulliste. Certes, cela suppose d'immenses efforts, un travail considérable, une conception nouvelle du « contrat d'opposition » dans les rapports entre chaque formation et leur nécessaire indépendance. Cela suppose aussi que chacun refuse tout héritage, même partiel ou passé, et se tourne résolument vers l'avenir. Le P.S.U., tout entier, saura s'y employer.

L. H.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 51-61, rue La Fayette Paris (8^e)

LE CONFLIT SINO-SOVIETIQUE

LES polémiques les plus violentes entre les partis communistes qui soutiennent Khrouchchev et le P.C. chinois ont cessé. De chaque côté on pèse les problèmes et on essaye de trouver des solutions — provisoires ou non — qui permettent d'éviter un affrontement irréparable. Les appels à l'unité du mouvement communiste se sont multipliés (P.C. français, P.C. du Nord-Vietnam). La direction soviétique s'est elle-même ralliée à l'idée d'une conférence internationale des partis communistes, en posant il est vrai deux conditions importantes :

① Conférence préalable entre Chinois et Soviétiques pour aplanir les plus grandes difficultés.

② Reconnaissance de la Yougoslavie comme pays socialiste.

La réponse, négative dans le fond mais non dans la forme, des Chinois a montré pourtant que si ces derniers ne recherchaient pas les éclats, ils n'en étaient pas moins décidés à poursuivre leur travail de contestation de la politique soviétique. Malgré un isolement apparent (le P.C. indonésien, très proche d'eux sur beaucoup de questions, s'est prononcé de façon positive sur la proposition soviétique), ils semblent compter sur les difficultés croissantes que les Soviétiques vont rencontrer dans les pays du tiers-monde en suivant leur stratégie de soutien aux bourgeoisies nation-

nales. L'évolution à droite du parti du Congrès aux Indes a déjà mis Khrouchchev dans l'embarras. Mais il est à prévoir que la défaite du P.C. irakien, trop longtemps engagé dans le soutien à Kassem, ainsi que les incertitudes du P.C. syrien, alimenteront aussi les attaques chinoises contre l'opportunisme des Soviétiques. En outre, l'attitude critique de Castro, qui expliquait en janvier dernier que s'il avait suivi les conseils des Soviétiques il n'aurait jamais fait la révolution dans son pays, apporte aux thèses chinoises sur la révolution ininterrompue (nécessité de se battre pour la perspective socialiste dans les pays du tiers-monde) un soutien de poids. C'est pourquoi il ne nous paraît

pas trop aventuré d'avancer l'hypothèse que le conflit va connaître de nouveaux développements, plus souterrains sans doute.

En tout cas, quels que soient à partir de maintenant les aléas de cette lutte sourde, le vrai problème qui se trouve posé aux différents partis se réclamant du socialisme est d'élaborer une stratégie politique indépendante de la diplomatie des blocs. Chinois et Soviétiques, en mettant réciproquement le doigt sur les faiblesses du mouvement communiste, les y invitent indirectement. Le polycentrisme est à l'ordre du jour.

J.M. Vincent.

L'évolution poétique de l'Ouest à l'Est

Une étape de la poésie américaine

La poésie américaine d'aujourd'hui est en pleine transition.

La « Beat Generation » (la génération indifférente), comme mouvement sérieux, a presque disparu de la scène poétique. Elle a commencé au bord du Pacifique sous le patronage de Kenneth Rexroth, un vieux poète iconoclaste, anarchiste et esthétisant, et de Laurence Ferlinghetti, le propriétaire de la librairie « City Lights » à San Francisco. Le poète le plus connu de la « Beat Generation » est Alan Ginsberg, l'auteur de *Howl*; le romancier célèbre est Jack Kerouac.

Les « Beats » formaient un mouvement de protestation contre la poésie raffinée et académique, techniquement parfaite, qui a dominé le monde littéraire d'après-guerre. Ils constituaient un groupe qui avait des sentiments politiques de gauche, qui faisaient de l'auto-stop et nourrissaient une amertume contre les professeurs qui écrivaient leurs vers dans les universités. Leur principal apport a été d'introduire la poésie dans les cafés et les boîtes de nuit de North Beach à San Francisco, de Greenwich Village (le Saint-Germain-des-Prés de New York) ainsi que dans les bars de Chicago.

Mais, hélas ! la violence, la force des « Beats » a eu un côté négatif : ils ont un manque de discipline poétique, mais, par contre, une nette tendance à poser ; de plus, ils recherchent souvent l'effet facile. Ce mouvement a donc éclaté comme force littéraire en moins de cinq années, bien que ses répercussions internationales continuent encore aujourd'hui.

Les plus beaux talents de la Beat Generation — en particulier Gary Snyder et Denise Levetov — furent toujours plus disciplinés que les autres. Ils travaillent encore (même si Snyder est au Japon) et pourront avoir un effet très important sur la poésie américaine.

La réussite des poètes académiques a été moins spectaculaire. Ils sont d'ailleurs moins connus du public. Ils ont concentré leurs efforts et ont écrit pour une petite audience mondaine. Néanmoins, des écrivains comme Wilbur, Eberhardt, Snodgrass et de jeunes poètes de l'Université d'Iowa ont produit une poésie importante, bien qu'un peu mineure.

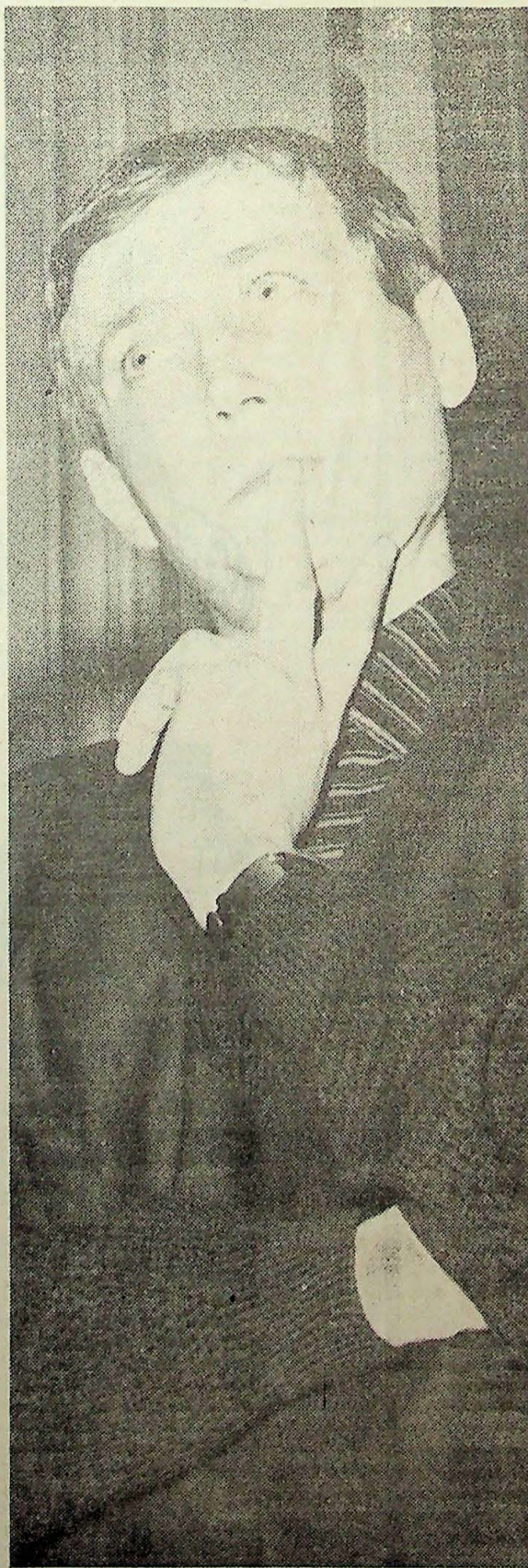
Ce sont, pour la plupart, de formidables techniciens du verbe, et décrivent avec discipline des émotions domestiques. Mais ils manquent de profondeur et n'apportent ni découverte poétique ni innovation verbale.

Robert Lowell, réputé parmi la critique comme le plus doué des poètes américains, n'appartient ni aux Beats ni aux académiques. C'est un homme passionné doublé d'un écrivain très discipliné. Mais parce qu'il est seul, parce qu'il est hors des mouvements, il n'a pas l'audience qu'il mérite. Il demeure un génie solitaire.

Il semble que le prochain développement de la poésie aux Etats-Unis viendra quand les jeunes poètes apprendront à mêler les deux traditions : celle de la « Beat » et celle des académiques. Cela signifie : un art plus discipliné que celui des Beats, mais partageant leur amour passionné de l'expérience vécue, leur besoin de porter la poésie sur la place publique afin de toucher un vaste public. Car pour faire une grande poésie, il faut de grands poètes, mais aussi un vaste public.

Michael HARRINGTON.

EVTOUCHENKO: Un poète à la recherche de la vérité



(A.G.P.)

Le poète russe Eugène Evtouchenko.

APRES Cuba, puis Hambourg, voici que Paris a reçu le célèbre ambassadeur de la nouvelle poésie soviétique : Euguény Evtouchenko.

Le Palais de la Mutualité où « le poète en colère » a donné son premier récital, organisé par le journal *Clarté*, a connu lundi soir une fièvre peu commune. Dans l'immense salle, on s'écrasait dans les travées, la foule était compressée comme dans le métro aux heures d'affluence. Plus de 3.000 personnes se bousculant pour entendre de la poésie, et de plus dans une langue étrangère, le fait mérite d'être souligné.

Pendant plus de trois heures, Evtouchenko, grand, l'allure sportive, polo gris et sourire aux lèvres, a déclamé ses poésies en alternance avec l'acteur Laurent Terzieff qui lisait la traduction française avec le talent qui lui est coutumier.

Le poète de la nouvelle vague soviétique tint toute la soirée le public en haleine par sa sympathie et la puissance de son langage. Poète politique bien plus que lyrique, Evtouchenko est le type même du partisan de l'Art engagé. C'est l'homme politique qui se bat, la « poésie aux lèvres ».

Evtouchenko rejoint la pensée de Paul Eluard qui se plaisait à dire que le poète doit « pouvoir tout dire ! ».

Toute son œuvre est élaborée au service de la vérité, cette vérité qu'il proclame dans un langage d'une puissance étonnante.

Il dénonce, dans *Entretien*, la dure époque où « l'honnêteté était un signe de courage ».

Puis c'est « Babi Yar », poème où il stigmatise les antisémites de l'U.R.S.S. Dans « Les Héritiers de Staline », Evtouchenko rappelle qu'il y a encore trop de partisans de Staline en U.R.S.S.

Détente et rire avec « La soupe à l'oignon », poème à la gloire des Halles de Paris.

Puis s'ouvrit un débat entre Evtouchenko et le public, peu de questions sur la poésie, mais de nombreuses sur la politique, la liberté et les conditions de vie en U.R.S.S.

QUESTION. — Aujourd'hui, le stalinisme existe-t-il encore en U.R.S.S. ?

REPOSE. — Venez en U.R.S.S. et voyez de vos propres yeux les transformations.

Q. — Les sectaires sont-ils encore puissants en U.R.S.S. ?

R. — Il y a encore des sectaires en U.R.S.S. Ils sont même très forts, mais nous sommes plus forts qu'eux et nous les vaincrons. Le dogmatisme est la forme la plus pernicieuse du révisionnisme.

Q. — Que pensez-vous de la question hongroise ?

R. — Au début, il y avait dans la Révolution des gens qui luttèrent contre le dogmatisme, mais par la suite toute une canaille fasciste a rejoint la Révolution.

Q. — Pourquoi écrivez-vous des poèmes politiques et peu de poèmes lyriques ?

R. — J'écris des poèmes politiques et lyriques, je ne peux dissocier les deux, c'est la même vision globale que j'ai du monde. Lorsque je foule le pavé de Paris, je me sens plus responsable de toutes les révolutions du monde, qui forment une même et seule Révolution.

Evtouchenko termine la soirée par deux derniers poèmes et reçoit une ovation pleinement méritée.

Ce pèlerin de la poésie mène le plus noble des combats, la recherche de la vérité.

Marcel Aizertin.

Comment diffuser les mots, com



La liberté d'expression est — paraît-il — inscrite dans la Constitution. Bien. Mais comment peut-elle s'exprimer ? Personne ne vous empêche de publier un journal, c'est vrai. L'ennui c'est qu'il y a peu de gens qui possèdent les quelque deux milliards (de francs anciens) minimum, nécessaires pour lancer un journal. Aurait-on à sa disposition quelque argent, la société capitaliste a de multiples moyens pour étouffer toute pensée libre.

Le journal « Le Monde » en a subi l'épreuve lorsque fut lancé le « Temps de Paris », créé pour couler le quotidien de M. Hubert Beuve-Méry. Le « Temps de Paris » est mort après 66 jours, ayant coûté 800 millions à ses commanditaires — mais « l'Information industrielle et financière » a pris le relais. Si le journal de la rue des Italiens a pu tenir le coup, c'est en grande partie, grâce à l'intégrité de son directeur et de ses collaborateurs, au fait que l'entreprise est formée en coopérative, et parce que le genre de ce journal lui assure une clientèle très fidèle.

Mais bien d'autres moyens que la concurrence sont employés pour éliminer un nouveau venu qui dérange les combinaisons. Par exemple, une plus ou moins bonne distribution des journaux par les messageries, une plus ou moins grande rapidité de règlement des ventes — et des inventus.

La publicité : l'oxygène

Ou encore, quelques retraits importants de la publicité dispensée par les colosses que sont les agences de publicité. La publicité est la ressource essentielle des journaux ; la vie et la mort de ceux-ci sont suspendues aux 30 à 50 p. 100 des recettes publicitaires ; la publicité, c'est l'oxygène indispensable. Les gouvernements disposent, eux aussi, de cette arme et ne se gênent pas pour étouffer jésuitiquement les feuilles d'opposition. Il est vrai que les journaux d'opinion ne vivent qu'au ralenti et ont peu de publicité.

Un filtrage très efficace

Il faut aussi noter l'influence décisive des grandes agences de presse qui dispensent la quasi-totalité de l'information dans le monde entier. S'il y a peu ou prou de censure ouverte, il n'en existe pas moins un « filtrage » très efficace au niveau des agences. Autocensure souvent, par crainte de déplaire au seigneur, autocensure pour s'éviter des heurts avec le gouvernement qui subventionne une entreprise résolument non rentable ; autocensure pour conserver les correspondants dans tel ou tel pays ; enfin, autocensure par sentiment nationaliste. Tout cela concourt à limiter et à déformer l'information vraie. Comme tous les journaux, les agences sont des affaires commerciales où gouvernements et capitalistes ont leur influence décisive.

Des facilités

Enfin, aux puissances maléfiques que sont, pour la presse libre, les agences, la publicité, les messageries, il faut ajouter les facilités qu'accorde — ou refuse — le gouvernement pour l'achat du papier-pressé, les tarifs postaux, etc. Et, pour couronner le tout, les conditions imposées par les imprimeries.

Quant à la presse parlée ou télévisée, les impératifs capitalistes et gouvernementaux sont d'un ordre à peu près identiques.

Le résultat, pour le citoyen, est connu. Il doit se contenter d'absorber, jour après jour, les feuilles de grande information où fleurissent, outre les bandes dessinées, les crimes, concours de beauté, faits divers de tous genres... et nouvelles politiques soigneusement dirigées.

Soutenir le journal de son parti

Ou bien le citoyen devra faire des sacrifices financiers pour soutenir le journal de son parti politique, à condition que celui-ci existe encore et ait vraiment envie d'instruire et d'informer ses lecteurs.

Mais cela ne suffit pas pour assurer cette liberté qui est la base essentielle de toute vraie démocratie. C'est dans une organisation de la profession dans un régime libéré des emprises capitalistes que pourra être assurée la liberté d'expression.

Encore faut-il y songer dès maintenant.

IL FAUT REP EN FONCTION

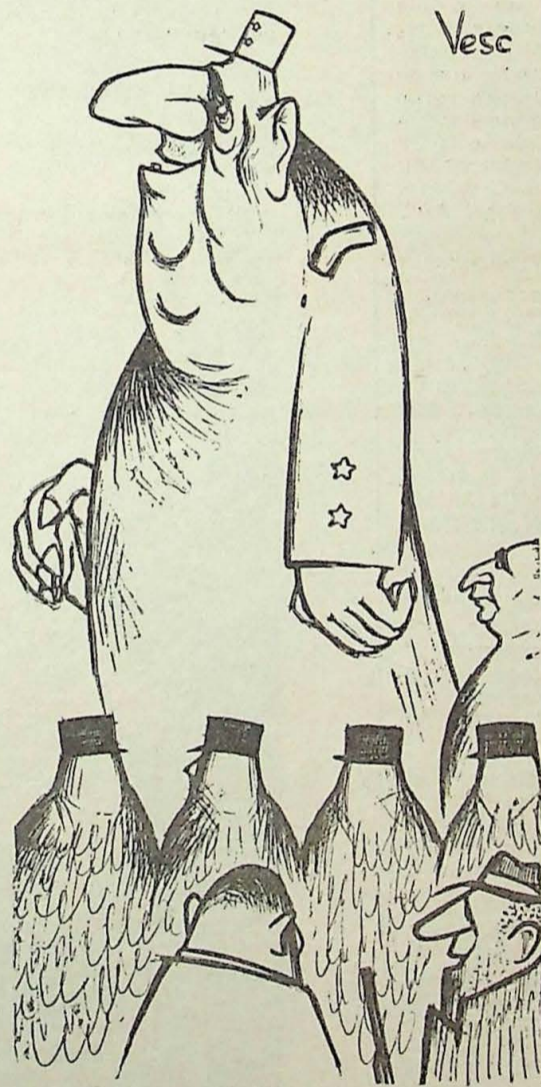
Il n'est plus possible, en ce XX^e siècle finissant, de continuer à concevoir l'information comme au début de notre civilisation. L'ère des conteurs est, bien sûr, du domaine du folklore, mais l'époque de la chose imprimée est aussi, déjà, largement dépassée. Et l'on s'est aperçu que l'information n'était plus du seul domaine de ceux qui ont les moyens d'acheter quelques gazettes, de s'offrir tel appareil récepteur de radio sonore ou de télévision. L'information est devenue un moyen de gouverner, en ce sens que les dirigeants, dans la mesure où ils peuvent disposer à leur gré de ces moyens, possèdent littéralement l'arme absolue du pouvoir. Autrement dit, soit en agissant de façon captieuse pour influencer le choix, soit, plus brutalement, en détournant l'attention ou en

public, la connaissance des faits. Les *media* sont les armes de la persuasion, agissent ainsi sur la vie politique et la Presse écrite, radio, films (livres aussi) que dans une mesure moindre) peuvent contribuer à la défense des intérêts de la société et, comme la langue d'Esopé, ils peuvent être aussi au service des causes les plus généralement mauvaises. Ainsi se trouve posé clairement le fameux exemple de *well* : « Qui dit quoi, à qui, avec quels jets ? » Tout le problème des *communications de masses*, des *mass media*, de *l'information*, est ici contenu.

Nécessités et dangers de l'information

On pourrait objecter qu'en définissant public a encore la possibilité du *ch media*, ou du moyen de communication, oublier que la tendance est croissante générale — vers la concentration, c'est-à-dire, au contrôle de chaque industrie, nombre très restreint d'unités les plus santes, puis vers une centralisation en matière de décision (au nom de l'État, mais le problème est bien plus complexe qu'il s'agit, des « *communications* » réservées au petit nombre), enfin ce que gouvernement, Eglise, organisations d'intérêt public ou privé, partis politiques, pouvoirs agissant en groupes de pression, *lobbies* — pour défendre leurs propres intérêts. Dès lors, s'il s'agit des plus importants moyens de *communications de masse*, est assez restreint. Une étude américaine expliquait que les groupes d'intérêt moins exposés aux *mass media* — qu'on appelle le « non public » — comprennent la fois les illettrés et les plus lettrés.

Qu'est-ce que l'information destinée au public de masse ? Ce sont les faits et les idées, certes, mais l'information automatique non plus que le fait brut, n'existent pas paradoxe ? Non pas. Le fait est vu, compris



DE GAULLE : « Messieurs, encore quelques complots et quelques attentats manqués et mon pouvoir sera définitivement solide. »

étouffant l'intérêt d'un fait ; celui qui détient les moyens de l'information met, littéralement, le lecteur ou l'auditeur en « condition ».

Est-il nécessaire d'insister pour que l'on comprenne pourquoi on considère la presse comme le quatrième pouvoir public ? Par la presse, nous entendons la presse écrite, parlée, télévisée ou cinématographique.

Les moyens d'information ont atteint un tel pouvoir de diffusion que c'est la structure même des ensembles de la société moderne qui se trouve à la veille d'être transformée. Comme le rappelait récemment M. René Mathieu, directeur général de l'U.N.E.S.C.O., notre civilisation est une civilisation de masses et l'information est devenue *communications de masses*, ou *mass media*, comme disent les Anglo-Saxons. Ces *mass media* ce sont tous les moyens techniques utilisés par les spécialistes pour répandre, à l'usage du grand

LES "

LE 10 mai 1958, M. Chaban-Deleury, ministre de la Défense nationale, durant l'école de contre-guerrille de Lippeville, déclara aux officiers :

« Je considère qu'il n'y aura plus de France française parce qu'il n'y aura plus de Français si nous manquons l'affaire ici. Si la détermination suffisante, car les matériels sont assurés, je considère que 440.000 hommes et bientôt 480.000 hommes, le gouvernement prend le risque de nous lui avons lancé sous la forme d'un appel de la classe vous aurez 480.000 hommes en face de 20.000 rebelles et un gouvernement pratiquement étanche et l'autre rapidement si c'est nécessaire. Alors le dis, l'affaire est entre vos mains, celles du commandement. »

Et il conclut :

« Rien ne pourra empêcher l'Algérie de demeurer le pilier de la nation, et si tout cela n'est pas suffisant, messieurs, nous pourrions pleurer de sang... »

Publié par Le journal d'Algérie

Mais, le 13 mai 1958, le député *termann* dressera un tableau réaliste de la situation. Il dit, à l'Assemblée nationale :

« Nos forces d'Algérie se battent, pratiquement à égalité avec nos forces d'intervention soviétiques de 20.000 hommes... »

ment étouffer la pensée libre

ENSER L'INFORMATION

DES TECHNIQUES MODERNES

pliqué selon la qualité du cerveau qui l'enregistre pour être ensuite reversé dans un esprit collectif, nécessairement différent du premier.

En somme, le fait subit une transformation, il prend un caractère différent suivant tel ou tel esprit individuel. Donc, nécessairement, la liberté de pensée et d'expression impose une information multiple au niveau des masses.

Il n'y a pas de démocratie vraie sans information libre. Mais le problème est encore plus complexe dans notre société de masses, où les « motivations » de ces dernières sont sollicitées par des moyens techniques contraignants.

La radio sonore laisse parfois le choix du poste à écouter, bien sûr. Encore que la pression des lobbies gouvernementaux ou privés amenuise sensiblement la marge d'indépendance dont dispose l'informateur... et l'auditeur.

Mais il y a des pays où ne sont mis sur le marché commercial que des postes récepteurs étalonnés aux seules réceptions de l'émetteur régional ou national.

Ailleurs, l'unique chaîne de télévision limite nécessairement l'écoute et la vision au seul émetteur et si ce dernier est résolument contrôlé par le gouvernement...

Il y a cependant un autre élément qui s'interpose entre le fait et le public. C'est ce que le directeur de l'U.N.E.S.C.O. appelle le *support physique de la nouvelle*. Le mot, dit-il, est un signe. C'est un phénomène sensible puisqu'il s'écrit, se dit, s'entend. Il a, en lui-même, une signification.

Donc, l'information est une relation de signification. Déjà le sens caché du mot peut varier selon le ton qui est emprunté pour l'énoncer. Mais, avec les moyens modernes tels la radio, la télévision ou le cinéma, l'information emprunte un autre support physique : l'image. Or, cette dernière est tout à fait différente du mot.

Certes, l'image pourrait se suffire à elle-même, car elle a sa propre force d'impact, mais le mot vient apporter à l'image une

signification souvent différente. Le mot s'adresse à l'esprit, à la compréhension du sens; le mot, comme l'a si heureusement qualifié M. Maheu, est le support de l'information de signification, l'image est le type d'une information très différente : l'information d'expression. Différente mais non pas opposée. Indispensables l'un à l'autre, certes, mais aussi parfois, déformants. Le mot, dans sa tentative d'explication, c'est-à-dire d'appel à l'intellect, peut être le moyen qui permet la réflexion et l'indépendance critique, mais il peut aussi provoquer un phénomène de déformation, en quelque sorte comme l'image réfléchie dans un miroir concave ou convexe.

L'image a une force propre, disions-nous. Elle a transformé l'information. Le temps a été aboli par les transmissions modernes, la distance supprimée, les réactions du public peuvent être spontanées. L'information par l'image devient une *forme d'action*.

Le contrôle des masses :

Détenir cet outil prodigieux de *mass media* c'est posséder la puissance quasi absolue sur les masses. C'est pouvoir provoquer à volonté les motivations du public pour servir tels ou tels intérêts. Tenir la presse écrite (*information de signification*) ; disposer de la radio, de la télévision et du cinéma (*information d'expression*), c'est tenir réellement le pouvoir.

C'est aussi disposer d'un moyen magistral de culture et d'éducation. C'est, en définitive, tenir entre ses mains la guerre ou la paix entre les hommes d'une même planète. La dépêche d'Embs a provoqué la guerre de 1870. Le mot avait été employé à des fins meurtrières ; Hitler a galvanisé le peuple allemand grâce à la puissance de la radio. Le monde a vécu, avec recul, la révolution d'octobre 1917, en Russie tsariste, grâce à l'image. Les élections américaines ont souligné la puissance suggestive de la télévision. Depuis 1939, les chefs d'Etat français ont conquis l'adhésion des masses — ou imposé leur sou-

mission — par les ondes. Enfin, nul n'ignore aujourd'hui ni la géographie de la planète ni la géographie de l'espace, ni les arcanes de la science, grâce à la puissance suggestive de l'image et à sa spontanéité.

Si les démocrates oublient les problèmes de l'information par le mot, par le son et par l'image, il n'y aura jamais de démocratie.

Définir la mission de l'information dans la société moderne en n'omettant aucun des moyens techniques, c'est assurer la victoire du progrès sur l'ignorance. Assurer à tous le droit à l'information totale, c'est aussi assurer la véritable éducation des adultes.

Mais, au-delà de la transformation intellectuelle des individus, dans la plénitude des droits de la pensée multiple, c'est aussi assurer la victoire durable de la révolution sociale. Pour cela, bien entendu, il faut que l'information soit libérée, au maximum, des systèmes, puisqu'elle ne peut l'être entièrement des hommes.

Les deux choses sont peut-être illusoire. Dès lors, pour des socialistes, un choix s'impose dans l'urgence des problèmes :

Le Parti doit être averti et doit étudier sans retard l'usage du cinquième pouvoir.

Nos adversaires — le capitalisme et son support gouvernemental — poursuivent implacablement leur but : tenir fermement le pouvoir de persuasion du peuple en contrôlant étroitement — par l'argent et par la politique — les éléments modernes des communications de masse.

C'est pourquoi il convient de diriger, dès maintenant, nos efforts dans le sens que nous aurons choisi.

Bertrand Renaudot

Bibliographie : Prospective, n° 9 : Le développement des moyens d'expression (P.U.F.), Communications (Seuil).

L'information, par Fernand Terron (P. U. F.).

Communauté et continents (Nouvelle revue française d'outre-mer, octobre 1962).

MOTS", LA PRESSE ET LA RADIO

« Chacun sait que les informations diffusées par la France au sujet de l'Algérie sont déformées et rédigées dans les bureaux de la propagande colonialiste. Ici, dans ce programme, nous allons lever le voile sur la falsification des nouvelles, et nous espérons ainsi venir à bout des mesures tyranniques et despotiques en Algérie. Chers frères algériens, votre lutte est juste. Vous êtes soutenus par le monde entier... »

Radio-Tunis, le 1^{er} juillet 1956.

« La presse officielle et la radio nationale ont une fois de plus jeté un voile complaisant sur l'importance de la manifestation qui s'est déroulée à Alger, samedi dernier, 26 avril. Par contre, la presse et les radios étrangères n'ont pas manqué d'en souligner l'ampleur.

« C'est d'ailleurs par cette presse et ces radios étrangères que nous avons eu des détails sur ce rassemblement d'un peuple qui, toutes classes et religions mêlées, a proclamé sa volonté inflexible de rester français, fût-ce au prix du sacrifice suprême, contre les manœuvres équivoques de certains politiciens français... »

« Nous comprenons la réaction de ces hommes. Nous la partageons, car ils ont non seulement fait de ce territoire inculte un pays prospère, mais encore ils ont généreusement arrosé de leur sang tous les champs de bataille où le sort de la France était en jeu... »

« Le Courrier de la Colère », de M. Debré, le 1^{er} mai 1958, après la manifestation des anciens combattants, le 26 avril, interdite par Robert Lacoste, mais qui réunit 15.000 Algériens.

Réponse de M. Pflimlin aux Alsaciens-Lorrains d'Oranie :

« ...Comme Français d'Alsace, je vous donne l'assurance que ma volonté est de continuer la lutte afin de rétablir la paix et la victoire. Jamais le gouvernement que j'ai été chargé de constituer n'admettra que soient rompus les liens unissant l'Algérie à la France. »

Le général Aumeran écrit dans la revue L'Africain du 13 mai 1958 :

« Je pense, pour ma part, que l'impératif qui nous conduit à faire la conquête de la Tunisie et du Maroc subsiste toujours : sécurité et développement de l'Algérie ne peuvent être réalisés que si la France s'assure une tutelle sur le Maroc et la Tunisie... »

Et allez donc !

Mais le soir de ce 13 mai 1958, le général Massu était président du comité de salut public d'Alger, après la prise du gouvernement général.

Et le 15 mai, la Dépêche quotidienne publie le communiqué de la Fédération d'Alger du parti S.F.I.O. On y lit :

« La Fédération proclame son indéfectible attachement à la République et lance

un appel angoissé pour le rétablissement de la légalité républicaine sur un territoire qui demeure partie intégrante de la France. »

Les illusions sont tenaces !

Le 16 mai 1958, à la radio d'Alger, Delbecq s'adresse à la métropole :

« ...Le fait que l'Algérie, unanime, fasse appel à Charles de Gaulle n'est-il pas la plus belle preuve de notre loyalisme envers les institutions et la réponse sans équivoque à l'accusation qui voudrait faire de nous des fascistes... »

Tandis que, le 17, Radio-Algérie diffuse :

« ...Applaudissez Jacques Soustelle, pavaillez vos demeures... A tous les postes français et étrangers : restez à l'écoute de Radio-Algérie, Jacques Soustelle est arrivé. »

Après Alger, ce fut par les ondes que sera menée l'affaire de Corse. Nous ne pouvons citer toutes les interventions qui sont parties des micros d'Alger ou de Paris, imprimées par la presse des deux côtés de la Méditerranée. Mais, durant cette période, c'est à qui pouvait disposer de la radio pour galvaniser les foules inconscientes du drame qui se jouait, incapables de le comprendre d'ailleurs, faute d'informations objectives. Radios, journaux furent les armes tactiques décisives de la tragédie algérienne qui aboutit à l'étrangement légal de la IV^e République.

De Gaulle est investi par la Chambre, le 1^{er} juin, par 329 voix contre 224.

(1) Textes extraits du livre d'André Debatty : Le 13 Mai et la presse. Collection Kiosque (A. Colin).

ÉCHOS DES ENTREPRISES

DES RESULTATS POSITIFS

Des équipes de véritables militants ouvriers commencent à se constituer. Les copains de l'EDF Chatou diffusent très régulièrement. Leur journal comporte chaque fois des échos vivants. Ils sont en contact avec tous les courants ouvriers de leur boîte. Et ils recrutent. Sans concessions à la technocratie, sur la ligne du congrès de Clichy, ils ont gagné des militants de la CFTC (entre autres). Non contents de ces actions, ils ont décidé de verser chaque mois 15 F. pour l'aide à « L'Étincelle-Renault » imprimée.

Notons que les camarades de la section Renault soutiennent la diffusion chez Farman et dans un secteur H.L.M. habité par des ouvriers.

Le groupe du quartier Plaisance diffuse « L'Étincelle » chez Ernault-Somua (un certain nombre d'exemplaires sont expédiés aux copains de l'usine Ernault de Cholet) ; ils diffusent aussi devant l'usine Bréguet et font une édition spéciale pour le quartier Plaisance.

Les camarades du 13^e manquent de contacts avec les entreprises, mais ont engagé une action régulière dans ce but et diffusent aussi une « Étincelle ».

En novembre, « L'Étincelle » des Chèques postaux fut diffusée par des copains du groupe Plaisance. La section « Chèques » a pris les choses en main et fait une diffusion bien accueillie en janvier. 2.000 exemplaires furent distribués. Une camarade, qui prit une part active à ce travail, écrit que les militants PCF ont manifesté quelque étonnement et beaucoup d'intérêt. Elle conclut en estimant que, pour février, il sera possible de distribuer un nombre d'exemplaires bien plus grand. Remarque générale : on ne retrouve pas sur le sol des quantités de journaux ainsi qu'il est courant quand il s'agit des tracts desséchés des centrales syndicales.

De province, nous pouvons assurer que les copains de Brest se démènent pour intéresser la section PSU à une « Étincelle » de l'Arsenal.

Hôpitaux psychiatriques

Le personnel des hôpitaux psychiatriques de la Seine mène depuis plusieurs jours une grève pour obtenir son reclassement et le maintien de la parité d'indice, avec le personnel des hôpitaux de l'Assistance publique.

Cette grève est un aspect de l'action entreprise depuis longtemps pour empêcher la dégradation du système hospitalier psychiatrique et réaliser les meilleures conditions de soins en matière de santé mentale.

A ce titre, elle intéresse au premier chef les internes des hôpitaux psychiatriques, dont l'action est toujours allée dans ce sens. Ceux-ci déclarent leur entière solidarité avec le personnel et leur soutien à une action dont l'objectif est essentiel à la qualité des structures hospitalières offertes aux malades mentaux.

Voici d'ailleurs la déclaration publiée à cette occasion par le « Comité de l'Internat » :

« Nous tenons particulièrement à ce que soit affirmée publiquement notre solidarité du mouvement revendicatif du personnel des hôpitaux psychiatriques de la Seine, pour des raisons qui ne sont pas seulement celles de l'insuffisance notoire du salaire de ce personnel, mais aussi pour des raisons essentiellement médicales.

Nous sommes bien placés pour connaître les conditions et parfois inhumaines dans lesquelles travaille le personnel des hôpitaux psychiatriques, et le dévouement dont ils font preuve.

Plus encore que les médecins, l'infirmier des hôpitaux psychiatriques, vit constamment au milieu des malades mentaux. A ce titre, son rôle est prépondérant, et il représente l'intermédiaire privilégié entre le malade et le médecin. Sa compétence doit être non seulement reconnue et préservée, mais encore sans cesse perfectionnée.

Plus qu'ailleurs sans doute, le travail de l'hôpital psychiatrique est un travail d'équipe où personnel hospitalier, infirmiers et médecins collaborent étroitement aux soins et à la guérison du malade mental.

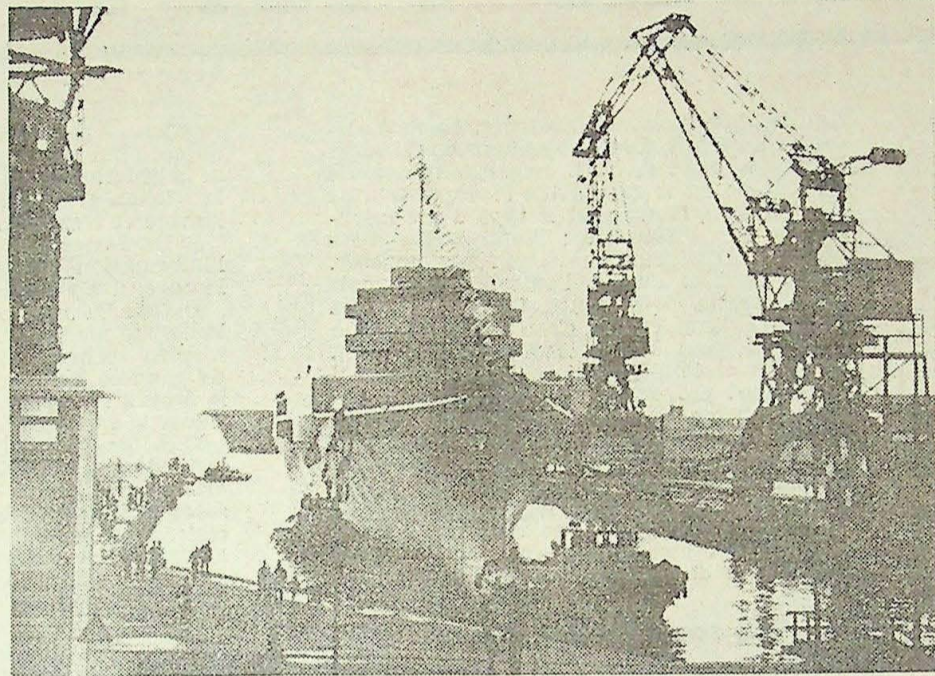
L'escadre va quitter Toulon et la Méditerranée
Brest pavoise mais écoles et logements manquent encore en grand nombre

Vous connaissez la nouvelle ? — Vous avez lu ? — Vous savez ? — L'escadre revient à Brest ?

C'est ainsi que les vieux Brestois s'abordaient, en ce matin du 11 février, après avoir lu dans leur journal la décision des autorités de la Défense nationale : pour des raisons stratégiques, le gros de la Marine serait transféré en 1965 de la Médi-

(De notre correspondant à Brest R. CHABERT)

terranée à l'Atlantique, du Levant au Ponant. A Brest serait basée l'escadre composée d'une quarantaine de bâtiments (les principaux étant les porte-avions « Clemenceau » et « Foch » et les croiseurs « Colbert » et « De



Une vue de l'arsenal de Brest et du porte-hélicoptères « La Résolue ».

La Seyne (Var) UNION DES TRAVAILLEURS

(De notre correspondant à La Seyne A. J.)

DEPUIS près de quatre mois, les ouvriers des F.C.M. de La Seyne sont en lutte pour leurs revendications. L'action revendicative que mènent les syndicats se traduit par des arrêts de travail, tantôt d'un atelier, tantôt d'un autre. Ces arrêts de travail sont toujours suivis dans une proportion de 80 à 90 %. A ce jour, plus de 95 mouvements de ce genre, d'une durée de 1 à 3 heures, sont à noter. Devant la ténacité et l'union des ouvriers et mensuels des F.C.M., la position de la direction locale s'est durcie, au point de remettre à la disposition de l'entreprise Ranise travaillant en régie pour le compte des F.C.M., 6 ouvriers.

Le seul reproche retenu contre ces 6 ouvriers par les F.C.M. est leur participation aux divers mouvements de grève. Cette manœuvre est assortie de menaces, car la direction parle d'avertissements aux délégués syndicaux ainsi qu'aux directeurs des entreprises en régie : Ranise, de La Seyne ; La Provençale, de Marseille ; Grimaldi et Limongi, de La Ciotat. Aux termes de ces mises en garde directrices, tout ouvrier qui participera à un mouvement de grève sera aussitôt remis à la disposition de son patron direct, ce qui équivaudra à un licenciement, puisque le personnel en question n'est recruté qu'autant qu'il est employé aux F.C.M. Il y a là violation du droit de grève.

Réunion d'information

Aussi, devant le vif mécontentement des ouvriers, en présence de la non-satisfaction de leurs revendications, les organisations syndicales ont tenu à la mairie de La Seyne-sur-Mer une importante réunion d'information et fait le point de la situation.

Quelle est la situation des ouvriers aux F.C.M. ? Un ouvrier spécialisé perçoit un salaire de base horaire de 1,69 F ; un ouvrier professionnel 1,90, 2,07 ou 2,24 F selon sa catégorie, ce qui donne des quatorzaines de 220 à 260 F. Pour compenser ces bas salaires, il y a les heures supplémentaires. Certains ouvriers font douze

heures par jour, ce qui représente des semaines de 72 heures, d'autres doublent leur journée en travaillant 16 heures, alors que, dès 1895, la principale revendication syndicale avait pour objectif la journée de 8 heures.

C'est pourquoi la réduction du temps de travail figure en tête des revendications présentes.

Les revendications mises en avant sont :

- retour progressif aux 40 heures ;
- augmentation de 0,50 F horaire ;
- quatrième semaine de congés payés ;
- retraite à 60 ans.

Pour les mensuels : — augmentation de 8 % de la valeur du point.

Ces revendications n'ont rien d'exagérées et la direction peut y faire face.

Les F.C.M. occupent la troisième place dans la construction navale française et la situation y est prospère, puisque son chiffre d'affaires est en accroissement de 31,4 %.

Large union au sein du Comité de Soutien

Après les divers exposés des représentants syndicaux, ceux-ci concluent que leur action est juste et que la population doit les soutenir. La discussion s'instaure, des suggestions sont formulées tendant toutes plus ou moins vers le même but : constitution d'un Comité de Soutien en appuyant celui-ci sur la solidarité de toutes les organisations syndicales. Les personnalités et organisations présentes constituent un large Comité de Soutien aux grévistes.

Les personnalités, M. Vuillon, M. Ferrat, l'abbé Francis Olivier ; les syndicats G.G.T., C.F.T.C., F.O. ; les organisations Union des Familles et Jeunes Foyers, Groupe Artistique Seynois, P.S.U., S.F.I.O., P.C.F., U.J.C.F., ainsi que la municipalité, qui, au cours d'une séance extraordinaire de son conseil municipal, avait voté un vœu protestant contre les sanctions arbitraires et demandait à toutes les organisations locales de se grouper pour soutenir l'action des travailleurs des F.C.M., ainsi que ceux en régie aux F.C.M.

Grasse ») ; à Toulon ne resterait qu'une escadre légère.

— Alors, ça va vous faire plaisir de revoir les marins à Brest ? dis-je à ce vieux Brestois, ancien ouvrier de l'Arsenal.

— sûr, me dit-il. La rue de Siam sans les cols bleus, ce n'est plus la rue de Siam. Et puis cela prouve aussi qu'on reconnaît la valeur des ouvriers de l'Arsenal de Brest ; ça aussi, ça fait plaisir.

La patronne du bistrot où j'achète mon journal est rayonnante :

— Ça va faire du bien au commerce. Vous savez, ça marchait pas fort, en affaires, depuis quelques années.

En somme, comme l'a écrit la grande presse, Brest pavoise.

Pas tout le monde, à vrai dire :

— Y a pas que quoi pavoiser, me dit cet ouvrier. On exagère le boom que cela va produire. De toute façon, le « Foch » et la « Résolue » (le futur porte-hélicoptères qui servira de navire-école) sont déjà à Brest. Le morceau vraiment nouveau, ce sera le « Clemenceau ». Ça fera quoi, au total ? Dix, quinze mille Brestois de plus ? (autres chiffres avancés : vingt ou vingt-cinq mille, personne ne sait au juste). Et puis, même si c'est une bonne affaire pour les commerçants, il n'est pas sûr que c'en est une pour nous autres.

Une municipalité en retard

Ce que craignent en effet beaucoup de Brestois, c'est que les problèmes sociaux posés par la venue de l'escadre ne soient pas résolus à temps par la municipalité, où seuls les indépendants, le M.R.P. et l'U.N.R. sont représentés à l'heure actuelle. J'ai entendu émettre de nombreux doutes à ce sujet.

— Comment, Brest, m'a-t-on dit, qui se distingue actuellement par ses nombreuses classes en baraques, pourra-t-elle scolariser tant d'enfants nouveaux ? Comment cette ville, dont une partie de la population (20.000 personnes) vit encore dans des baraques vétustes, pourra-t-elle loger les marins qui viendront ? Le problème se posera surtout en 1965, mais dès maintenant les gens du « Foch » ou du « Clemenceau », qui ne s'étaient pas encore installés à Brest, vont se mettre en quête d'un logement. Dans les deux ans qui viennent, la municipalité doit mettre en chantier de nombreux immeubles locatifs.

— Pourquoi des immeubles locatifs, dis-je. Ils pourraient aussi bien favoriser l'accession à la propriété.

Mon interlocuteur me répond que le personnel de la Marine préfère en général louer un appartement, car il n'est jamais sûr d'être affecté toujours au même endroit. Quoi qu'il en soit, les loyers risquent d'augmenter, et tous les travailleurs en subiront certainement les conséquences ; elles seront particulièrement ressenties par ceux dont les revenus sont modestes.

Ce responsable syndical que j'interroge maintenant ne pavoise pas non plus. Il est particulièrement préoccupé par les licenciements qui menacent actuellement 500 ou 600 gars des entreprises travaillant pour le compte de la Marine ; c'est une sombre période qui s'ouvre.

— Mais, dis-je, en 1965, la situation risque de s'améliorer.

— Ce n'est pas sûr, me répond-il. Les gros travaux sur les navires se faisaient déjà à Brest ; ainsi la construction du « Foch » et du « Clemenceau » ; ainsi la réparation du « Clemenceau », alors pourtant qu'il était basé à Toulon. Le volume du travail est davantage lié à une opinion prise à l'échelon gouvernemental : pour ou contre la force de frappe, pour ou contre l'armement classique. Quant au transfert de l'escadre à Brest, il n'aura sans doute que des incidences faibles sur l'emploi.

Ainsi donc, malgré l'accueil favorable qui a été réservé à cette nouvelle par beaucoup de Brestois, soit pour des motifs sentimentaux, soit pour des motifs intéressés, de nombreuses inquiétudes se font jour. D'autres ajoutent qu'ils auraient préféré voir arriver des industries civiles importantes plutôt qu'un ensemble destiné à préparer la guerre.

UNE ENQUÊTE DE "TRIBUNE"

L'aménagement des horaires

de travail et ses diverses conséquences

18 h. 15 A la station « République », les portes du métro se referment en claquant sur un pan de manteau ou une main. La rame démarre. On n'aurait jamais supposé tenir si nombreux, si serrés dans une si petite boîte. Même en wagon de première, les petits bourgeois ont peine à respirer.

Sur le quai, la « préposée » laisse retomber au bout de son bras fatigué le disque jaune du départ. D'autres, des sensibles, acceptent de perdre un quart d'heure assis sur les banquettes. Dehors, les voitures bloquées au feu rouge sont doublées par les vélos et les cyclos. Autour de la gare Saint-Lazare, c'est noir de monde. De longues files assiègent les boutiques, patiemment par la force des choses.

A Marseille, Lyon, Bordeaux, Nancy, Rouen, partout, les bus sont comblés, les banlieues se repeuplent.

Décongestionner un système

Dans les grands quotidiens qu'on lit pliés en huit, par petits bouts, à la radio, sur l'écran de télévision, on nous parle d'« aménager » les heures de travail. A Tribune Socialiste aussi on en parle. On décide de faire le point, d'éclaircir ce que chaque philanthrope engue, pour faire large d'esprit, dans les problèmes différents de la condition des villes industrielles d'aujourd'hui : cités-dortoirs, congés étalés, organisation des loisirs, comme si l'essentiel était de régler ces problèmes.

Aménager les horaires de travail, qu'est-ce que c'est en apparence ? C'est étaler dans le temps les entrées et les sorties d'usines et de bureaux dans le but premier de décongestionner un système de distribution commerciale et de transports urbains que les « heures de pointe » engorgent à la limite extrême de leurs possibilités actuelles, dans toutes les grandes villes.

Le problème n'est pas nouveau. En 1958 est formé le Comité pour l'aménagement des temps de travail, le C.N.A.T. Mais au début 1957 déjà, cinquante patrons de l'industrie et du commerce, non des moindres (Ugine, Esso, Simca, Péchiney, I.B.M., Samar, Nouvelles Galeries, etc.) font auprès du ministre Ramadier une démarche pour que soient adoptées des mesures permettant l'étalement des horaires et celui des congés annuels, et l'établissement de la journée de travail continue.

Leur argument essentiel, chiffres à l'appui, est que ces aménagements diminuent les prix de revient de leur production. Parmi eux se trouve le directeur de la S.N.C.F. qui explique les conséquences particulières sur les chemins de fer du blocage horaire du matin et du soir.

Ainsi, à l'origine, voyons-nous l'intérêt de groupes économiques venir s'ajouter, pour poser le problème, à une sensibilité diffuse caractéristique d'une population de travailleurs urbains fatigués par les temps de travail et de parcours qui ne laissent le soir que le fantôme d'une vie familiale, travailleurs pour lesquels les administrations, les musées, les magasins ferment leurs portes quand eux sont libres d'y venir.

Un travail d'étude intéressant

Ce que la IV^e République n'a pas fait, l'Etat technocratique actuel peut-il le faire ?

Le C.N.A.T., sans moyens juridiques et pratique d'agir, n'a pu faire qu'un travail d'étude intéressant et de diffusion des résultats. Sa propagande semble-t-il commence à porter.

La Chambre de commerce de Paris et M. Buron, alors ministre, s'accordèrent sur le projet suivant : à 17 heures, sortie des industries, des services publics industriels, du bâtiment (entreprises employant plus de 20 salariés et entreprises de simple équi-

pe uniquement), 949.000 salariés, soit environ la moitié des travailleurs de ce groupe. 17 h. 30, banques, assurances, commerce de gros, services administratifs et commerciaux de l'industrie (354.000 personnes) ; 18 heures, services publics sans contact avec le public (220.000 personnes) ; 19 h. 15, guichets de services publics (44.000 personnes) ; entre 19 heures et 20 heures, commerce de détail non alimentaire, coiffure, hygiène, etc. (202.000 personnes). Ni les P.T.T., ni les écoles, ni les commerces d'alimentation n'étaient compris dans le projet.

Dans la pratique, les services mi-

Une nouvelle clientèle peut être gagnée

C'est un début d'application, mais un début modeste. A peine de quoi tenter les vérifications des calculs théoriques faits par le C.N.A.T.

Il y a une catégorie de citoyens qui s'intéresse particulièrement à l'expérience.

Les commerçants parisiens tenus par les règlements tant nationaux que départementaux de fermer à heures fixes, perdent de ce fait une bonne part de cette clientèle de travailleurs qui quittent le travail à 18 h. 30 ou 19 h. Et le milieu de la journée est un temps mort pour les ventes. Quelques chiffres éloquents démontrent le fait, valable pour de nombreux pays. Les magasins Wood-

nistériels eux-mêmes n'ont pas appliqué ces critères. Le seul changement touche 850 personnes dans les différents sièges du ministère de la Santé publique qui ont choisi par référendum la « journée continue » cinq jours par semaine avec une rotation pour la permanence du samedi (au total 40 heures). 80 p. 100 des travailleurs intéressés, ont choisi l'horaire 9 h.-17 h. 45 (trois quarts d'heure libres entre 12 et 14 heures).

Dans le secteur privé, la direction de Citroën et de quelques autres entreprises parisiennes ont décidé de faire sortir les employés une demi-heure plus tôt.

ward, à New York, font 40 p. 100 de leur chiffre d'affaires en plus les deux seuls soirs, jeudi et vendredi, où ils restent ouverts jusqu'à 21 h. Les magasins Echt, de Washington, font 50 p. 100 de leurs affaires en plus sur trois soirs et le samedi après-midi. Le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, à Paris, fait en un an 30 p. 100 de son chiffre d'affaires sur le seul samedi. Aussi M. Thomas, directeur du B.H.V., a-t-il tenté l'expérience de laisser son grand magasin ouvert jusqu'à 22 heures le vendredi après avoir obtenu une dérogation de l'Inspection du Travail. Une nouvelle clientèle peut être gagnée ainsi. Pour ces salariés dont les budgets ne sont pas élasti-

ques, il ne s'agit pas d'acheter plus, mais d'acheter autrement : faire dans la semaine les achats du samedi, faire dans le centre les achats que l'on ferait dans la banlieue. Une lutte aiguë pourra s'engager ainsi entre magasins du centre et magasins de banlieue pour s'arracher cette clientèle vagabonde.

Où acheter ? Question de prix. Quand ? Question de temps. L'ouvrier des villes n'est pas fixé, il n'a pas énoncé encore de principes, il demande à voir de près.

Quand travailler ? Le moins longtemps possible en général a-t-on envie de dire ? Mais après tout, la décision réelle leur appartient-elle ?

Nous verrons que ceux qui détiennent les commandes, techniciens d'Etat ou directeurs de firmes privées prennent déjà leurs décisions.

Laurent Maillane.

PROCHAIN ARTICLE : Les répercussions des aménagements des horaires de travail sur les transports, les prix de revient, les conditions de vie dans les entreprises.

Unité et décentralisation à l'ordre du jour du Congrès de la métallurgie C.G.T.

DU 11 au 15 février s'est tenu à Issy-les-Moulineaux, le 23^e congrès de la Fédération C.G.T. de la Métallurgie. Plus de 800 délégués ont participé aux débats. Un assez grand nombre de questions ont été abordées, les thèmes principaux étant l'unité et la décentralisation de l'organisation.

Sur le plan de l'organisation, la bonne santé de la fédération a permis aux délégués d'envisager un certain nombre de mesures pour faire de la fédération une organisation de masse véritable.

Cette bonne santé se manifeste par :

- un gain de 50.000 adhérents depuis 1959 ;
- un nouveau progrès à la reprise des cartes 1963 ;
- un progrès d'influence aux élections professionnelles (70 p. 100 des métallurgistes votent C.G.T.).

Ecart entre l'effectif et l'influence électorale

L'écart pourtant reste grand entre les effectifs et l'influence électorale et c'est pour le réduire que le congrès a préconisé un certain nombre de mesures.

● Ainsi le recrutement et son développement seront diversifiés, des collectifs de travail seront mis en place pour envisager l'action dans les « catégories particulières » (femmes, jeunes employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise, etc.).

● Pour améliorer les liaisons avec « la base », une décentralisation de l'organisation est recommandée et il est recommandé aux syndicats des grandes et moyennes entreprises de créer des sections syndicales en leur laissant prendre des initiatives, « en évitant de corseter leur activité ».

● Un passage spécial de la résolution finale sur l'organisation demande aux militants de « faire des efforts en direction des employés, tech-

niciciens, dessinateurs, agents de maîtrise, pour les aider à s'organiser à la C.G.T. Cette orientation est déterminante dans de très nombreuses entreprises où leur nombre actuel augmente sans cesse en raison des progrès de la technique ». Pourtant, il est préconisé de créer des organisations spéciales et les débats n'ont fait nullement apparaître le désir de les fonder avec les sections syndicales proprement « ouvrières ».

Un autre point, relatif à l'organisation, mérite d'être souligné : il est demandé aux syndicats d'attacher une grande importance aux réunions de cartel de firmes, nées du développement de la concentration capitaliste. Va-t-on vers une coordination des luttes des métallurgistes à l'échelle européenne ?

De façon générale, il a donc été demandé aux militants de renforcer l'organisation dans son caractère de masse, conformément au rapport de Marchais devant le dernier comité central du parti communiste.

« Ecartier tout ce qui divise »

L'unité a été, elle, au centre de tous les appels et résolutions que le congrès a lancés. Le slogan, en la matière, semble bien être : « Ecartier tout ce qui divise, pour ne retenir que ce qui unit ». Malgré tout, les formes en restent très traditionnelles : « L'expérience a confirmé et a aidé de nombreux travailleurs à comprendre que la tactique des luttes particularisées par atelier, service, équipe, chaîne, bureau, définie par notre fédération dès 1954, contribuait à consolider l'unité des travailleurs. Par là même, ces luttes sont plus efficaces. » Apparemment, les dirigeants n'ont pas admis de contradiction sur ce point. L'appel qu'a lancé le congrès aux « ouvriers, employés et techniciens, cadres et ingénieurs de la métallurgie » est un appel pour développer cette unité qui depuis quelques

mois a fait de nets progrès dans la métallurgie.

Quant aux revendications des métallurgistes, le patronat et le pouvoir ne les ont pas tant satisfaites qu'elles aient pu changer. Elles restent axées sur cinq grands thèmes :

- Augmentation général des salaires, retraites et traitements ;
- Réduction de la durée du travail sans diminution de salaires (40 heures, retraite à 60 ans, quatrième semaine de congés payés) ;
- Salaire mensuel garanti ;
- Nationalisation des concentrations industrielles, particulièrement développées dans la métallurgie, et démocratisation de la gestion des entreprises nationalisées ;
- Défense des droits et libertés syndicales. Reconnaissance de l'organisation syndicale dans l'entreprise.

Par ailleurs, le congrès a demandé « la libération immédiate de tous les jeunes emprisonnés pour leur opposition à la guerre d'Algérie et aux entreprises factieuses dans l'armée ».

A l'issue du congrès, une nouvelle direction a été élue. Le conseil fédéral a disparu, il est remplacé par un « comité exécutif fédéral » de 73 membres qui a élu un bureau de 20 membres (dont ne fait plus partie H. Jourdain, directeur de la revue *Economie et Politique*) et un secrétariat de 5 membres. Le secrétaire général, ratifié par acclamation, est Jean Breteau.

En bref, un congrès d'unanimité (6 abstentions pour les élections) qui a eu du mal à sortir de sa routine, notamment dans la carence de mots d'ordre propres à unifier les luttes syndicales, mais qui manifesta un effort certain pour aborder les nouveaux problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière.

Ce fut aussi une nouvelle preuve de la force de cette Fédération des métaux qui lui permet aujourd'hui d'être à l'avant-garde du combat revendicatif.

Remy Grillaut.

Le Premier ministre sait où loger les étudiants: au poste de police!

LA V^e République a une conception très particulière des relations avec les syndicats et des réponses à donner aux revendications des travailleurs. C'est peut-être là son côté social...

On réquisitionne, on fait occuper les ateliers de la R.A.T.P., par la troupe et, depuis lundi 18, on arrête les dirigeants syndicaux.

Voici comment : L'assemblée générale de l'U.N.E.F., réunie les samedi 17 et dimanche 18 février, après avoir adopté la décision de lancer une grande campagne revendicative sur le logement étudiant, avait délégué les présidents d'associations générales et le bureau de l'U.N.E.F. pour se rendre auprès du Premier ministre et lui exposer les revendications étudiantes. Une note du bureau de l'U.N.E.F., à l'intention de Pompidou, précisait :

« Il s'agit, en premier lieu, de prévoir des constructions universitaires et des logements suffisants pour que les futures rentrées universitaires ne soient pas encore plus catastrophiques qu'elles n'ont été jusqu'à ce jour... De même, pour éviter les augmentations de loyer sensibles à l'ensemble des étudiants (cité universitaire, logements en sous-location), nous avons proposé que soit étendu aux étudiants le bénéfice de l'allocation-logement... Cependant l'objet de notre manifestation de ce jour ne se limite pas aux problèmes matériels: nous voulons marquer notre volonté d'être écoutés par les Pouvoirs publics dans tous les domaines qui nous intéressent et que la loi nous a reconnus... »

Lundi, à 15 heures donc, les présidents d'associations générales et le bureau de l'U.N.E.F. (en tout une cinquantaine d'étudiants) prenaient, rue Soufflot, le car qui devait les conduire à l'Hôtel Matignon.

Arrivés rue de Varennes, les dirigeants de l'U.N.E.F. prenaient contact avec les spécialistes des problèmes étudiants de M. Pompidou: les agrégés de M. Papon. Palabres, poussées, contestations, puis conciliation de la part de ces messieurs. Roure, président de l'U.N.E.F., et deux responsa-

bles étaient autorisés à se rendre dans la salle d'attente de Matignon. Un gendarme les y accueillait (déclément le Premier ministre adore les uniformes...) et leur signifiait que l'on ne saurait les recevoir. Motif donné: aucune demande d'audience n'avait été formulée. A croire que les lettres se perdent car, depuis un mois, l'U.N.E.F. ne cesse de réclamer des audiences — sans succès.

Moins heureux auprès M. Pompidou que Gina Lollobrigida et les représentants du patronat, les trois émissaires retrouvaient les présidents d'A.G.E. retenus par les policiers à bonne distance de Matignon. Le président de l'U.N.E.F. tint alors une conférence de presse, exposant les motifs de la visite de l'U.N.E.F. et tirant les conclusions du refus opposé par le Premier ministre.

Puis tous reprirent le car et, suivant le conseil donné à Matignon de s'adresser « aux services du ministère de l'Education nationale », allèrent demander une audience au ministre Fouchet.

Deux cars de police suivaient celui de l'U.N.E.F. Le cortège s'arrêta devant le ministère. La police se fit alors plus brutale, autorisa à peine que les trois émissaires étudiants attendent, devant l'entrée du ministère, la réponse de M. Fouchet et refoula le reste de la délégation qui se réfugia dans la cour annexe du ministère.

La réponse de Fouchet vint, négative comme la précédente. Les policiers voulurent alors, invoquant un ordre de réquisition du ministre, chasser les délégués étudiants de la cour annexe du ministère. Bousculades, poussées, coups de poing, menaces; Le Fauconnier, vice-président de l'U.N.E.F., est arrêté et poussé dans le car de police. Tous les présidents d'A.G.E. tentent de l'y suivre. Affolement des policiers qui n'acceptent que Roure. Tous deux sont emmenés au commissariat du VII^e arrondissement.

L'audience est terminée. MM. Pompidou et Fouchet ont répondu à l'U.N.E.F.

La riposte des étudiants fut rapide

et efficace. Une heure après cette arrestation, cinq cents étudiants manifestaient à l'appel de la F.G.E.L. devant le siège de l'U.N.E.F., aux cris de « Liberté syndicale », Fouchet, démission!

Le lendemain, mardi 19 février, un meeting, organisé dans la cour de la Sorbonne, rassemblait plus de mille étudiants.

Les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., du S.N.E.S. et du S.G.E.N. affirment leur solidarité avec l'U.N.E.F. et protestent contre cette atteinte à la liberté syndicale.

Leur visite à Matignon n'était pas, comme disait le cire-bottes d'Europe n° 1, Claude Terrien, un « chahut » étudiantin, mais la première des actions de cette grande campagne revendicative.

Jacques-Arnaud Penent.

Conférence Nationale Etudiante

LES 30, 31 mars et 1^{er} avril doit se tenir une Conférence nationale étudiante, qui traitera notamment des problèmes de structure « jeunes », avant le Conseil national sur ce sujet.

Les camarades, sections et fédérations ayant soumis des textes pour le Congrès d'Alfortville sont priés de faire savoir s'ils les maintiennent, s'ils les retirent ou s'ils les modifient et dans ce cas, de faire parvenir la nouvelle version avant le 10 mars, au Secrétariat national étudiant.

La même demande est, bien entendu, valable pour les camarades qui comptent présenter de nouveaux textes.

Les étudiants et le Front Socialiste

DE plus en plus, l'étudiant prend conscience de son intégration dans la nation. Il laisse à présent de côté le folklore traditionnel pour s'attaquer aux problèmes qui se posent à lui; il est poussé même à affronter le pouvoir bourgeois dont il ressent l'oppression et l'incohérence dans ses études et dans sa vie quotidienne. Pour l'indépendance de l'Algérie, il est descendu dans la rue et s'est heurté aux brutalités policières. Aujourd'hui, il manifeste spontanément contre l'arrestation arbitraire du président de l'U.N.E.F.

Tout tend à entraîner les étudiants dans des luttes de plus en plus âpres contre le régime. Mais plus que dans n'importe quel autre milieu se pose, d'une manière constante et vive, le problème des modalités de la lutte, de l'unité d'action, et plus qu'ailleurs les conditions pour la réaliser sont offertes; c'est pourquoi les E.S.U. ont décidé de populariser en milieu étudiant la stratégie de front socialiste, seule conception réaliste, efficace de la lutte contre le capitalisme et son expression actuelle, le régime gaulliste, et de développer les points de programme les plus propes à toucher les étudiants.

Secrétariat National Etudiant

Le problème de la reconversion à Toulouse

Première question :

Lors de la rentrée, et compte tenu des assemblées générales tendues de juillet et septembre 1962, certains parlèrent de « crise » de l'U.N.E.F. De toute façon, il s'agit là d'une étape dans la croissance de l'U.N.E.F. et notre intention n'est pas d'épiloguer là-dessus.

Par contre, peux-tu nous dire si, au niveau de l'A.G.E.T., il y eut aussi une rentrée difficile? Dans l'affirmative, quelles en étaient, selon toi, les causes?

Le Président de l'A.G. :

Il importe d'analyser différemment la prétendue « crise » de 1962, qui a été motivée surtout par des problèmes internes, et les difficultés de la rentrée qui ont pris aussi un aspect critique et qui, elles, sont beaucoup plus profondes. Cela dit, le terme de crise est un peu fort; et il est exact de dire que c'est une étape dans la croissance de l'U.N.E.F.

Au plan local, la rentrée syndicale a été difficile. Cela se manifeste de plusieurs façons. Au sommet, un grave manque de responsables pour fournir en cadre les bureaux de l'A.G.E.T., ou des Corps, et assurer le démarrage du premier trimestre. Au niveau des militants, on remarque le même phénomène. Ils sont moins nombreux et moins résolus. (Ex. : malgré un fort accroissement des effectifs d'étudiants, le nombre de cartes vendus est en légère diminution; réunions d'informations désertées; commissions très peu fournies). Plus légèrement, une désensibilisation certaine du milieu étudiant, une sorte d'apathie devant les

problèmes du syndicalisme et ses manifestations.

Quant aux causes de cet état de crise, en dehors de la répercussion en milieu étudiant du courant général de dépolitisation en France, la plus importante est la fin de la guerre d'Algérie. Les uns semblent épuisés par les luttes passées (2^e trimestre 1962) et se mettent en congé. D'autres, amenés au syndicalisme par l'action sur le problème algérien et n'ayant pas assimilé exactement l'originalité de la lutte à caractère syndical, prennent leur distance. En particulier, on peut noter un désintéressement de la part des militants venus des partis politiques.

Une autre cause est la scission du mouvement étudiant. Paradoxalement, c'est au moment où la FNEF est en faillite au plan national, que nous éprouvons plus de difficultés avec elle au plan local. Il semble d'ailleurs qu'elle fait un effort particulier sur Toulouse.

De ce fait, le nouvel étudiant, se trouvant en face de deux organisations qu'il ne connaît pas, ne choisit pas toujours selon des critères sérieux, ou simplement refuse de s'engager.

Deuxième question :

Après le V^e Congrès de l'U.N.E.F. à Reims, on a parlé d'une reconversion du mouvement étudiant. Ce qui est certain, c'est que la forte progression des effectifs étudiants à Toulouse (17.000 étudiants cette année) et les conséquences qu'elle implique, les nouvelles difficultés, les nouvelles insuffisances auxquelles il se trouve confronté, nous imposent une

restructuration du milieu étudiant.

Bref, plus directement encore, comment à Toulouse avez-vous pensé et appliqué la reconversion du mouvement étudiant?

Le Président de l'A.G. :

Je ne pense pas qu'on puisse parler de reconversion. Il s'agit simplement de nous resituer devant une situation politique qui a évolué. L'action syndicale apparaît sous un jour nouveau, mais ce n'est pas une redéfinition. Pratiquement, les militants, accaparés par la lutte pour la paix en Algérie, ont brusquement découvert, une fois les accords d'Evian signés, qu'un travail considérable de recherches s'était effectué dans le même temps dans des secteurs plus traditionnels: logement, universitaire, niveau de vie, etc...; mais la ligne de l'U.N.E.F. n'a pas changé pour autant.

Nous nous sommes pratiquement trouvés devant deux nécessités :

— D'une part, informer la base de notre plate-forme revendicative qui n'a jamais été aussi étoffée et aussi cohérente. De ce fait, nous avons été amenés à baser notre campagne électorale sur cette information très large et en refusant systématiquement toute polémique. Les résultats en furent inquiétants: une perte sensible aux élections corporatives. Mais, en définitive, la méthode a porté ses fruits et les élections à la section locale de la Mutuelle où nous étions confrontés directement à la F.G.E.T. l'ont montré, qui ont été un succès.

— D'autre part, restructurer les

syndicats à sa base et ceci par plusieurs moyens: affiner les structures proprement syndicales (dans les corps, regrouper les militants par amphi) et créer un certain nombre de structures parasyndicales (groupes de travail universitaires, comités d'action logement, comités coopérative) embryon de structures syndicales en particulier dans les corps de fac ou d'école, où nous sommes mal implantés. Cela est indissociable d'un effort accru de démocratisation dans l'élaboration et l'exécution du travail syndical.

Dans cette optique, le travail du 2^e trimestre devrait être efficace, compte tenu d'éléments de situation très positifs.

— Un intense travail de recherches a été effectué au premier trimestre, en pleine campagne électorale, pour établir cette plate-forme revendicative au niveau local. Sur des problèmes précis tels que le logement, la réforme de l'enseignement supérieur, l'allocation d'études, des bases solides sont assurées.

— On assiste de plus à un renouveau de militantisme dans certaines corps et à un renouvellement des responsables.

— Enfin, les possibilités intéressantes sont ouvertes par l'orientation du Front syndical commun, auquel nous proposons un certain nombre d'actions communes sur la base de la plate-forme revendicative évoquée plus haut. Des contacts, en début d'année, ont permis d'envisager une recherche commune sur les problèmes d'enseignement et un colloque intersyndical sur la démocratisation de l'enseignement et le tronc commun se tiendra au mois de février.

UNE AFFAIRE QUE VOUS DEVEZ FAIRE VOTRE : LA VENTE DES BONS DE SOUTIEN A « T. S. »

L'AMELIORATION de la rédaction et de la présentation de T.S. est indiscutée. Elle est même reconnue. C'est une chose. Une bonne chose même.

Autre chose est le développement de la rédaction et de la présentation de T.S. vers la formule-clé.

T.S. devient alors l'hebdomadaire révolutionnaire de la presse française.

Les moyens de ce développement sont très faciles à obtenir :

Des bons de soutien donnant droit à une distribution gratuite de lots sont mis à la disposition du public militant et non militant.

Ces lots sont les suivants :

1er lot :

Une voiture Renault 4 RL

2^e lot : un meuble radio combiné stéréophonique ; 3^e lot : un réfrigérateur ; 4^e lot : une caméra avec étui ; 5^e lot : un électrophone ; 6^e

lot : un bateau pneumatique ; 7^e lot : une tente familiale ; 8^e lot : un magnétophone ; 9^e lot : un poste transistor ; 10^e lot : un appareil photo avec étui.

Du 11^e au 110^e lot :
10 séries de 10 lots

Série A : rasoir Remington ; B : coffret Kodak ; C : duvet ; D : matelas pneumatique ; E : lit de camp ; F : ballon de football ; G : sac à dos ; H : album de disques ; I : foulards ; J : livres d'art.

Du 111^e au 1110^e lot :
2 séries de 500 lots :

Série I : disque 45 tours.

Série II : 1 livre.

Au total : 3 millions d'anciens francs de lots.

NOUS DISONS BIEN : 3 MILLIONS D'ANCIENS FRANCS.

Pour les sympathisants isolés et seulement pour ceux-là : l'adhérent ou le sympathisant ira demander de nombreux carnets à la section la plus

proche et ils commanderont à T.S. de nombreux carnets de dix billets chacun. Comme le prix du billet est 1 franc, le prix du carnet est 10 francs. Ils seront gentils de payer comptant le montant de la commande à l'aide d'un virement au C.C.P. Andrée Imbert 1360-94 à Paris. Cela fera une grosse dépense, mais les incitera à se débarrasser bien vite de leur encombrant colis.

Quand tous les bons de soutien seront vendus — et il y en a beaucoup à vendre — le tirage aura lieu le

MARDI 30 AVRIL 1963, A PARIS

Une grande fête aura lieu alors. Une séance de variétés suivie d'un grand bal de nuit clôturera cette vente des bons de soutien à T.S.

Les lots devront être retirés avant la 30 juin.

Quant à Tribune Socialiste, elle reviendra sans cesse sur cette opération-miracle et elle donnera à tous, en temps utile, les détails de la fête.

Sur ce, au boulot.

Informations

Correspondance municipale

Correspondance Municipale, revue mensuelle d'action locale, a publié depuis octobre trois numéros dans lesquels vous trouverez des documents sur :

- le IV^e Plan (n° 31) ;
- la Sécurité sociale (n° 32) ;

• la profession médicale, son évolution (n° 33). (Enquête sur l'équipement hospitalier et organisation hospitalière.)

Prix du numéro : 1 F. Abonnement (10 numéros) : 10 F. C.C.P. 10.234-71 Paris, P. Fresson, 21, rue de la Montagne-Pavée, Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise).

Fédération P.S.U. du Gard

Le bureau fédéral de la section P.S.U. du Gard est le suivant :

Secrétaire fédéral : Louis Pignan, 30, rue de l'Aspic, à Nîmes. - Secrétaires adjoints : Léon Liautard, 11, rue de la Garrigues, à Nîmes ; M. Pénin, 6, rue Sauvage, à Alès. - Secrétaire administratif F. Vigouroux, chemin Bonne-Brise, route de Sauve, à Nîmes. - Trésorier : A. Masseguin, Chemin-Bas d'Avignon, à Nîmes. - Propagande : M. Dard, 14, enclos Jabart, à Nîmes. - Presse : G. Cazaly, rue A-Bosc, Le Bosquet, Nîmes. - Paysans : J. Hornung, à Redessan. - Liaisons inter-sections : P. Bonami, 87, rue Pierre-Semard, à Nîmes. - Organisation - Syndicats : J. Compère, 6, boulevard des Arènes, à Nîmes. -

Membres : Y. Giraud, L'Aigoual, place H.-Rouger, à Nîmes ; P. Borel, chemins des Tabans, à Alès ; S. Pinto, 1, La Résidence, à Alès.

Adresser la correspondance à : F. Vigouroux, secrétaire administratif.

Solidarité avec la jeunesse algérienne

Notre campagne « Solidarité avec la Jeunesse algérienne » a pris un bon départ. Grâce aux militants et amis qui les premiers ont adressé leur participation, un important matériel pédagogique et de nombreux livres ont déjà pu être envoyés en Algérie.

La presse algérienne — *Alger Républicain*, *La Dépêche de Constantine*, etc. — s'est fait l'écho de notre initiative. Plusieurs conseils municipaux nous ont adressé leurs remerciements, à l'adresse de tous les militants P.S.U. Les instituteurs qui ont vu leur tâche facilitée nous ont fait part de leur satisfaction et ont insisté sur l'urgence de la tâche que nous avions entreprise. L'un d'eux, en fonction dans le Constantinois, nous écrit : « Tous les collègues de notre petite ville se sont spontanément joints à moi pour exprimer à notre commission... leur plus vive gratitude... »

« Ces collègues — Algériens pour la plupart — s'étant une fois de plus proclamés héritiers de la culture française et du concept de laïcité auquel, contre toute apparence officielle, ils attachent un prix inestimable, trouvent enfin la « vraie » France, celle qu'ils avaient rationnellement conçue et qu'ils désiraient depuis longtemps... Quant à la partie de la jeunesse qui nous est confiée — sco-

larisation inférieure à 50 p. 100 par suite du manque de locaux et de maîtres — il est pénible d'évoquer la misère qui la caractérise sauf, évidemment s'il s'agit de quelques enfants de propriétaires fonciers, commerçants ou fonctionnaires... Quels sont leurs besoins ? Ils sont immenses : un peu de chaleur dans leur gorbis afin de ne plus mourir de la rougeole, une nourriture un peu plus saine qu'un morceau de galette d'orge, des vêtements chauds et le droit à l'instruction... »

Un travail considérable reste à faire. Les besoins dépassent largement les possibilités de la commission. La campagne continue. Chaque militant, chaque sympathisant se doit d'y participer et de la faire connaître autour de lui !

Adresser vos versements à :

L. Houdeville
47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine) — C.C.P. Paris 15 536 77

Cercle Jean Vigo

Vendredi 1^{er} mars, à 21 heures, cercle Jean-Vigo, à Courbevoie, rue Gravet, Gilles Martinet présentera et signera son livre : *Le Marxisme de notre temps*.

Nécrologie

Nous avons appris avec beaucoup de peine la mort de notre camarade LICCARI.

Une délégation, conduite par notre camarade Dechezelle, est allé, 6, avenue de Breteuil, à Paris, affirmer la sympathie du P.S.U. tant de la rue Henner que du Maroc.

voici enfin réédités, dans une magnifique édition reliée et illustrée. tous les chefs-d'œuvre de "ces merveilleux conteurs d'histoires"

ERCKMANN-CHATRIAN CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES

Peu d'écrivains ont connu de leur temps un aussi vif succès que les auteurs de "L'AMI FRITZ", de "MADAME THÉRÈSE", de "L'HISTOIRE D'UN PAYSAN", ces auteurs dont l'œuvre a été si bien définie par Michelet lorsqu'il disait : "Ils ont publié le roman de la Grande Histoire". Ils ont eu à la fois un immense succès auprès du public et l'admiration des plus grands esprits. Ainsi Lamartine voyait dans "LE CONSCRIT DE 1813" un chef-d'œuvre. Plus tard, malgré ZOLA évoquant "le souffle puissant de justice et de liberté" qui anime cette œuvre, malgré Courteline disant : "Erckmann est un romancier de premier ordre, une de nos gloires", malgré Barrès lui-même, écrivant : "Jamais gloire littéraire ne fut plus méritée", ERCKMANN-CHATRIAN semblent avoir longtemps été victimes d'une conspiration du silence dont Flaubert est peut-être le seul à avouer la raison : "Ces deux cocos, écrit-il, ont l'âme plébicienne".

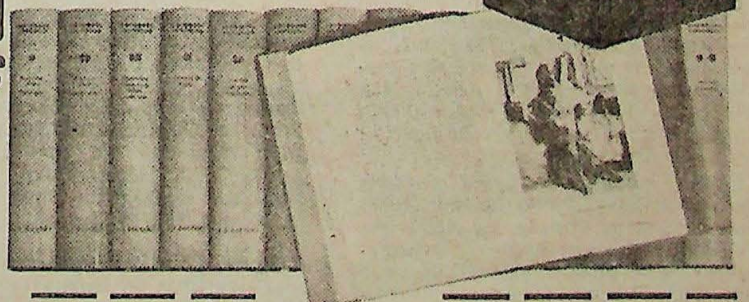
Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir remis à leur vraie place "les moins connus des écrivains célèbres" comme les appelle P. Mac-Orlan, "ces merveilleux conteurs d'histoires" (André Maurois), et d'avoir publié LES CONTES NATIONAUX ET POPULAIRES dans une édition de biblio-

thèque digne d'eux - une édition que les critiques s'accordent à juger une "réussite parfaite" - Elle comprendra 14 volumes 13x21, d'environ 550 pages, illustrés et reliés pleine toile, sous jaquette illustrée, dont 6 sont déjà parus :

T1 et 2 - Histoire d'un paysan (1789-1815) 2 volumes, - T 3 - Hugues le loup - L'illustre Docteur Mathews et autres contes, - T 4 - Le conscrit de 1813 - Waterloo, - T 5 - L'ami Fritz - Le juif polonais et autres contes, - T 7 - Contes des bords du Rhin - Maître Daniel Rock et autres contes.

France Observateur offre à ses lecteurs de France Métropolitaine ces 14 volumes, monument de notre littérature, "L'histoire la plus vivante qu'on ait écrite du 19^e siècle (André Parinaud - Radio Luxembourg) à des conditions exceptionnelles : 20 mois de crédit, 24 F. par mois.

Demandez donc aujourd'hui même, au moyen du bon ci-joint, une documentation complète à notre Service Littéraire (Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e) vous recevrez gratuitement une charmante brochure illustrée de 16 pages et, sans aucun engagement de votre part, toutes les conditions de souscription.



BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 r. de Grenelle, Paris 7^e SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

Veuillez m'adresser, sans aucun engagement de ma part, une documentation complète sur les CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES d'ERCKMANN-CHATRIAN.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

N° du C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

Cinéma

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 20 au 27 février :

LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY

Un film de Serge Bourguignon

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 20 au 26 février :

En réédition en hommage à Jacques BECKER

CASQUE D'OR

avec Simone SIGNORET

Théâtre

THEATRE DU TERTRE

81, rue Lepic (18^e) — MON. 11-82

LE SORCIER

de Christian LIGER

Mise en scène de Marie-Claire VALENE

100

LE JOURNAL D'UN FOU

de GOGOL

avec ROGER COGGIO

THEATRE HEBERTOT

Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23

PRIX JEUNE CRITIQUE

THEATRE EN ROND

2, rue Frochot, PARIS-9^e - LAM 78-93

LA GOUVERNANTE

de VITALIANO BRANCATI

mis en scène par

André VILLIERS

POUR bien situer le sens de la démarche de Pierre Dux — faire jouer à ses comédiens du Molière en costume de ville — il faut rappeler les points de vue traditionnels, opposés, dans la mise en scène des œuvres théâtrales du répertoire classique. Il y a au départ deux grandes tendances que nous nommerons pour la commodité B et C.

La B consiste à prendre telle quelle

la pièce choisie mais pour la servir efficacement à peser sur une des composantes du spectacle : le costume des acteurs par exemple. C'est une méthode tangente dite enveloppante. A partir du détail, on influe sur l'ensemble.

La C, elle, nie la possibilité de parvenir à quoi que ce soit en partant du principe B. Elle estime que le détail

qui change tout ne change rien : il est lui-même changé. Il faut donc faire porter l'effort sur l'ensemble. C'est la méthode globale.

Pour être complet, il faudrait encore présenter A et D : A une tradition dépoussiérée, D une tradition radicalisée. A la lumière de cela, où se situe l'expérience de Pierre Dux jouée maladroitement au Théâtre de l'Œuvre ?

vre ? Du B mâtiné de A et D avec des relents incompris de C, il me semble. C'est dire qu'un effort théorique doit être suivi par Dux pour que son spectacle soit clairement saisi. A part Molière, il y a aussi une pièce de Marcel Aymé au programme : bonne pour le service et le corps de garde.

E. C.

Au Théâtre de l'Œuvre.

Livres

Les mutinés du "Polar-Lion"

de Mordecai Roshwald

LE sous-marin Polaris, équipé de missiles, est invulnérable : et si son commandant devenait pirate ? C'est le point de départ d'un des plus amusants — et des plus terribles — romans de S.F. qu'on ait lus : le sous-marin pirate, grâce au chantage atomique, demande d'abord de l'argent et des filles, mais prend goût à la haute politique ; cependant l'armée de l'Air ne reste pas inactive, et des illuminés puritains décident, appuyés, eux aussi, sur des missiles nucléaires, de convertir le monde, d'abolir le communisme et de rétablir la prohibition... De péripétie en péripétie, on en arrive logiquement au point où n'importe qui fait chanter tout le monde, sous la menace du cataclysme. Le déroulement, à la fois logique et complètement cinglé de cette histoire, qui n'est, somme toute, qu'une très légère anticipation, qu'une hypothèse fort plausible de ce qui nous attend est mis en valeur par un style alerte, un humour à froid qui place ce roman dans la meilleure tradition de la science-fiction : la satire progressiste.

P.-L. Th.

(Présence du Futur, 6,15 fr.)

Éléments pour une histoire de l'ajisme

AUSSEI curieux que cela puisse paraître, la littérature consacrée à l'un des deux courants essentiels de l'organisation des jeunes est extrêmement rare ! Le scoutisme a eu ses catéchismes, ses manuels, ses recueils « théoriques » : l'ajisme peu ou point. On accueillera donc avec un vif intérêt le cahier 17 de Révoltes, bulletin trimestriel culturel et technique édité par une équipe de militants des Auberges de la Jeunesse qui lui est consacré.

Une assez large gamme de textes d'études comble cette lacune. Jean Ribes rappelle d'abord les dates importantes de son histoire en insistant sur ses bases essentielles : l'ajisme est lié au mouvement ouvrier ; il a trois sortes d'adversaires : la technocratie, le cléricisme, l'Etat ; il est un mouvement laïque formateur de cadres ; il est l'un des rares où la formule « Pour les jeunes, par les jeunes » soit appliquée. J.-C. Larnicol, dans « L'ajisme et les autres », relève la menace de l'actuelle orientation de la politique de Herzog : l'institutionnalisation s'inscrit à l'opposé des traditions du mouvement ajiste. On trouve encore un article évoquant la prolifération de la démocratie, la gestion directe, l'internationalisme.

A l'heure où, comme pour d'autres organisations, les menaces d'intégration se précisent contre les Auberges de la Jeunesse, nos lecteurs trouveront les plus utiles précisions sur l'ajisme dans cette excellente livraison.

E. Copfermann.

Le numéro 2 F. M. Sedes, 144, rue de Flandres, Paris (19^e). CCP 7860-71 Paris.

LIVRES
ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin
Paris - ORN. 41-25



J.-P. Belmondo (à gauche) et Jean Desailly dans « Le Doulos ».

Le Soupirant

de Pierre ÉTAIX

LE film de Pierre Etaix met en scène un personnage, un caractère, plutôt qu'une histoire ; suivant en cela la lignée des grands comiques (des Américains à Hulot), il promène durant le film une face lunaire, impassible, qui évoque Buster Keaton, et fait arriver par sa seule présence les événements les plus incongrus. Le résultat est inattendu, et lui a valu un prix Delluc : c'est depuis Tati, la première fois qu'on voit un authentique auteur cinématographique comique en France.

On avait vu des films comiques, certes, non méprisables, qui utilisaient avec bonheur des recettes bien connues ; Etaix, lui, renoue et nous amène au rire par des moyens dont le secret semblait perdu. Le schéma le plus simple est le meilleur : à la table d'un cabaret, il prend le tube de rouge à lèvres de sa voisine pour un briquet ; gêné de sa méprise, il repose discrètement le tube à côté du cigare que fume son voisin ; ce dernier remet à ses lèvres le tube au lieu du cigare, s'aperçoit de sa méprise, repose le cigare... et se fait gifler par la femme qui vient le rejoindre, car il a des tra-

ces de rouge. Le tout dure quelques secondes, et s'enchaîne sans un heurt : il faut, pour le raconter avec des mots, de longues phrases maladroites.

Etaix est un comique calme, qui prend son temps et figole ses gags. Comme Tati (à l'opposé de Mack Sennett), il ne mise pas sur l'abondance, la pléthore, l'envahissement du spectateur. Il préfère au rire hocketant l'euphorie de qualité. Aucune des deux voies n'est facile, d'ailleurs ; le titre qui vient couronner l'entreprise est le signe de la complète réussite de Pierre Etaix.

M. Ranchal.

Jazz à la "Carte"...

SI vous aimez le « Vieux Style », rendez-vous rue Saint-André-des-Arts, à l'angle de la rue de l'Ancienne-Comédie, Paris (5^e), au Riverboat. Là, Mowgli Jospin, entouré des vétérans du Lorientais, joue devant un public jeune et dans une ambiance très « Rendez-vous de juillet » les thèmes traditionnels dont le plus moderne n'a pas été composé après 1920, toute œuvre postérieure semblant outrageusement « hop » aux membres de l'orchestre.

Vous pouvez également entendre au Riverboat la formation de Robert Husson et les New-Orleans Bootleggers dont le répertoire et les arrangements sont légèrement plus modernes.

Les jeunes désirant s'initier sérieusement à la musique de jazz se doivent de commencer par ce style fleurissant bon l'enregistrement sur cylindre et le 78 tours de papa. On y retrouve les marches de la Nouvelle-Orléans, ainsi que les airs folkloriques apportés de la lointaine Europe par les colons et repensés par les Noirs. Ce sont les premiers balbutiements d'une musique qui devait, par la suite,

influencer sur l'inspiration musicale mondiale, de Debussy à Stravinsky, en passant par les compositeurs de chansons populaires, et qui nous permet maintenant d'apprécier, par exemple, l'ami Montand dans son récital, accompagné par un orchestre de jazz.

Au Riverboat, où les mânes de King Oliver doivent se trouver à leur aise et guider le jeu des musiciens, le woodblock et la cymbale rythment les stop choruses comme au bon vieux temps du Hot Five.

C'est une musique simple et saine qui traduit en notes gaies ou tristes la joie de vivre ou les tracasseries quotidiennes et les musiciens du Riverboat y réussissent fort bien. Vous pouvez vous y rendre les vendredi et samedi soir à partir de 21 h 30 ainsi que le dimanche après-midi, pour 5 F, avec réduction à 3 F à partir de 5 entrées dans le trimestre. Au petit bar installé dans l'arrière-salle, les consommations sont au prix de 1,50 à 3 F. Des prix convenables, de bons orchestres, à vous de juger...

J.-P. Bowman.

Cinéma

LE DOULOS

C'est l'indicateur de police. Dans le milieu, où l'on se trahit allégrement, qui est l'indigé ? Comment faire passer un crime sur le dos d'un autre ? Comment se venger de celui qui vous a donné ? Oui, mais est-ce bien lui qui vous a donné ? Tels sont les ressorts à partir desquels Jean-Pierre Melville a tourné un film nerveux, brillant, intéressant d'un bout à l'autre, à recommander à ceux qui aiment les bons films policiers. Ne pas voir la fin avant le début.

M. R.

LES BRICOLEURS

Le tandem Darry Cowl - Francis Blanche, mené par Jean Rigault et le scénariste Jacques Vilfrid, va-t-il devenir peu à peu notre Laurel et Hardy ? Ils en prennent doucement le chemin, sans fracas, d'un film à l'autre. Après les Livreurs et Les Pique-Assiette on pouvait l'espérer, maintenant il y a plus : une attente confiante. Les Bricoleurs alignent imperturbablement une série de gags et de sketches dont aucun n'est très nouveau ni très raffiné, mais qui sont assemblés avec talent et efficacité. On est venu là pour rire, on rit. Que faut-il d'autre ?

M. R.

Télévision

EN BREF...

● LA VIE DES ANIMAUX. — La dernière émission de Frédéric Rossif portait mal son titre. Elle aurait dû être intitulée « Mort cruelle des animaux ». La chasse aux loups dans les steppes de Sibérie fut insupportable. L'hélicoptère et le fusil de précision en sont les accessoires indispensables : l'engin engage avec l'animal une lutte aussi inégale qu'épuisante. Après une course harassante, le loup, ivre de fatigue et de bruit, devient une proie facile pour le tireur d'élite...

● CINEPANORAMA. — L'interview d'Yves Robert a donné quelques aperçus nouveaux aux téléspectateurs moyens sur la crise du cinéma. Certes, il y a le problème des taxes, mais aussi celui de la qualité, et le manque d'esprit d'initiative des producteurs n'y est pas étranger. Quant à leur grève explicite-t-il, les patrons ne font pas grève. Il y a un mot pour ça : le lock-out !

● LE MAUDIT. — Pourquoi, diable ! ne pas avoir demandé à un historien du cinéma de présenter Le Maudit, de Fritz Lang, projeté dimanche soir en version originale. Car ce film inhabituel, privé de ses dialogues, a sans doute décontenancé une partie du public. D'autant que les sous-titres étaient souvent illisibles.

Criticus.